

Korinek, J. et M. Melatos (2009-04-03), « Effets de certains accords commerciaux régionaux sur les échanges agricoles », Éditions OCDE, Paris.  
<http://dx.doi.org/10.1787/5kmk0bj78q31-fr>



# Effets de certains accords commerciaux régionaux sur les échanges agricoles

Jane Korinek

Mark Melatos

La version originale de ce document a été publiée comme suit :

Korinek, J. and M. Melatos (2009-04-03), "Trade Impacts of Selected Regional Trade Agreements in Agriculture", *OECD Trade Policy Papers*, No. 87, OECD Publishing, Paris.  
<http://dx.doi.org/10.1787/225010121752>

**EFFETS DE CERTAINS ACCORDS COMMERCIAUX RÉGIONAUX  
SUR LES ÉCHANGES AGRICOLES**



## RÉSUMÉ

Ce document de travail procède à une étude approfondie des effets sur le commerce dans le secteur de l'agriculture de trois accords commerciaux régionaux (ACR) — la Zone de Libre Echange de l'ANASE (AFTA), le Marché Commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (COMESA) et le Marché Commun du Sud (MERCOSUR). Les résultats du modèle de gravité suggèrent que la création de l'AFTA, du COMESA et du MERCOSUR a accru le commerce des produits agricoles entre leurs pays membres. Il n'y a pas d'indication solide du détournement des échanges concernant les importations provenant de pays extérieurs à ces régions. Ces accords sont donc créateurs de nouveaux échanges commerciaux.

Il n'y a cependant pas d'indication solide de la création d'échanges avec des pays n'appartenant pas aux ACR étudiés. Dans certains cas, le manque d'infrastructures de transport et de communication qui s'ajoute aux contraintes sur l'offre atténue l'effet des ACR sur les flux commerciaux. Les coûts associés au transport et à la logistique semblent demeurer des facteurs importants dans la détermination des flux commerciaux agricoles. Dans certains ACR, les pays ont un avantage comparatif dans l'exportation de nombreux produits agricoles similaires diminuant ainsi l'effet de l'accès préférentiel au marché. Plusieurs implications pour les ACR Sud-Sud peuvent être tirées de l'examen de ces différents accords.

**Mots clefs:** Accords commerciaux régionaux, ACR, AFTA, COMESA, MERCOSUR, ANASE, modèle de gravité, création d'échanges, détournement des échanges, tarifs douaniers, libéralisation des échanges, accès préférentiel au marché, échanges agricoles, Sud-Sud.

### *Remerciements*

Cette étude a été réalisée par Jane Korinek de la Direction des Échanges et de l'Agriculture et Dr. Mark Melatos, Senior Lecturer, Economics à l'Université de Sydney sous la supervision de Anthony Kleitz. Cette étude a profité des discussions dans les réunions du Groupe de travail sur l'agriculture et les échanges et qui a déclassifié ce document sous sa responsabilité afin de permettre un accès plus large au public.

## TABLE DES MATIÈRES

Résumé .....	5
I. Introduction .....	7
II. Contexte : vue d'ensemble des dispositions et du rôle des accords retenus dans les échanges mondiaux .....	9
III. Effets des accords commerciaux régionaux retenus sur les échanges .....	17
IV. Conséquences .....	37
Bibliographie .....	39
Appendice 1. Dispositions et mise en œuvre de l'AFTA .....	41
Appendice 2. Dispositions et mise en œuvre du COMESA .....	48
Appendice 3. Dispositions et mise en œuvre du MERCOSUR.....	51
Appendice 4. Estimation du modèle gravitationnel.....	57
Appendice 5. Analyse bibliographique : tableau comparatif des estimations des effets de l'AFTA, du COMESA et du MERCOSUR sur les échanges.....	63

## RÉSUMÉ

Ce document analyse en profondeur les effets sur les échanges de trois accords commerciaux régionaux (ACR) : l'Accord de libre-échange de l'ANASE (AFTA), le Marché commun de l'Afrique de l'est et de l'Afrique australe (COMESA) et le Marché commun du sud (MERCOSUR), dans le secteur agricole. L'AFTA est un accord de libre-échange, dont les membres s'accordent mutuellement des droits préférentiels ; le COMESA a supprimé les tarifs sur toutes les marchandises échangées à l'intérieur de sa zone de libre-échange, et le MERCOSUR est une union douanière dans laquelle les échanges sont en principe exempts de droits, et dont les membres appliquent un tarif commun aux échanges de produits avec des pays tiers.

Les membres de l'AFTA sont des pays extrêmement divers, tant par leur niveau de développement que par leur taille économique. Ces dix pays représentent une petite part du commerce mondial – 5 % environ de l'ensemble des échanges. Les exportations de produits agricoles entrent pour une faible part dans les exportations des pays de l'ANASE – 5.5 % aujourd'hui des échanges totaux – et continuent de baisser. Les échanges à l'intérieur de l'AFTA, en hausse par rapport à l'ensemble des échanges de ses membres, représentent un quart environ des échanges de produits agricoles des pays du groupe.

Les membres du COMESA couvrent une grande partie du continent africain. Certains éprouvent des difficultés à accéder aux marchés à l'exportation, pour des raisons matérielles et géographiques. Onze des 19 membres du COMESA font partie des pays les moins avancés. Les exportations du COMESA représentent moins de 1% des échanges mondiaux. L'agriculture revêt une grande importance pour ces pays, car 21% des produits exportés sont des produits agricoles. Une zone de libre-échange regroupant neuf des 19 pays du COMESA a été créée en 2000. Les échanges entre les membres de l'accord sont faibles et ne constituent que 7% des échanges totaux de la région, même si les échanges agricoles ont augmenté depuis la création du marché commun pour atteindre 15 % des exportations agricoles totales.

Le MERCOSUR est un groupe très déséquilibré : un seul pays (le Brésil) assure les trois quarts de la production ; 90 % des échanges s'effectuent entre l'Argentine et le Brésil. Contrairement à ce qui se produit dans le reste du monde, l'agriculture occupe dans les échanges une place importante et croissante, et représente actuellement 32 % des exportations totales des quatre pays membres. Les échanges entre les membres du MERCOSUR correspondent à un pourcentage très faible des exportations du secteur agricole – 5 % seulement des produits agricoles exportés restent dans la région, et ce pourcentage est le même qu'en 1981.

D'après les résultats fournis par un modèle gravitationnel, les échanges de produits agricoles à l'intérieur de l'AFTA, du COMESA et du MERCOSUR ont augmenté. Ce n'est pas surprenant, puisque les membres du COMESA et du MERCOSUR s'accordent mutuellement l'accès en franchise pour la quasi-totalité des produits agricoles, et que les droits s'appliquant aux membres de l'AFTA à l'intérieur de la zone représentent en moyenne moins d'un tiers des taux NPF lorsque l'accord est pleinement mis en œuvre. En outre, rien n'indique de façon certaine de détournement des flux commerciaux en ce qui concerne les importations en provenance de l'extérieur de la région. Les accords sont donc créateurs nets d'échanges.

Cependant, il n'existe pas non plus d'indication claire confirmant que l'un ou l'autre des accords étudiés ait créé des échanges importants avec des pays non membres. On aurait pu penser que le MERCOSUR, en particulier, serait à l'origine d'échanges nouveaux avec les non-membres, puisqu'il s'agit en principe d'une union douanière ouverte, à l'intérieur de laquelle les produits circulent librement une fois qu'ils sont entrés. Un vaste marché intégré devrait normalement attirer davantage d'échanges et d'investissements de l'extérieur. L'absence de création d'échanges entre membres et non-membres du MERCOSUR peut s'expliquer en partie par l'application imparfaite de l'union douanière. En effet, lorsque

les marchandises entrent sur le marché du MERCOSUR, elles ne voyagent pas librement mais sont soumises au tarif extérieur commun dès qu'elles franchissent la frontière d'un pays du MERCOSUR, ce qui élimine pratiquement toute réexportation de produits agricoles à l'intérieur de la zone.

Le COMESA est l'ACR qui entraîne le moins de changements dans les flux commerciaux, malgré la franchise totale de droits accordée à l'intérieur de la zone de libre-échange. Cette situation est imputable aux difficultés matérielles d'accès aux marchés rencontrées par de nombreux pays africains. Le manque d'infrastructures de transports et de communications, s'ajoutant aux contraintes d'approvisionnement, atténue les effets de l'ACR sur les flux d'échanges.

Les coûts commerciaux de facteurs comme les transports et la logistique influent toujours fortement sur les flux commerciaux de produits agricoles. Les membres de l'AFTA ont beaucoup plus d'échanges avec les grands marchés de la région, comme ceux de la Chine et de l'Inde, que la moyenne des autres pays. Les échanges de produits agricoles avec la Chine représentent 9 % des échanges totaux des membres de l'AFTA, alors que la part de la Chine dans les échanges mondiaux de produits agricoles est de 3 %. Les pourcentages correspondants pour l'Inde sont de 4 % et 1 %. Les membres de l'AFTA ont conclu des accords bilatéraux avec la Chine en 2003 et avec l'Inde en 2004 ; il est encore trop tôt pour avoir une idée précise des effets de ces accords sur les échanges, mais l'importance des coûts commerciaux et des liens historiques pour les flux d'échanges agricoles peut être confirmée.

L'Argentine et le Brésil, les deux plus grands pays du MERCOSUR, possèdent un avantage comparatif dans l'exportation de nombreux produits agricoles semblables, de sorte qu'ils échangent peu de produits agricoles entre eux. L'analyse de l'avantage comparatif révélé des deux pays montre qu'ils exportent en-dehors de la région des produits pour lesquels ils possèdent un avantage comparatif révélé, mais qu'une part importante et croissante de leurs échanges agricoles réciproques concernent aussi des produits pour lesquels ils détiennent un désavantage comparatif révélé. Cette situation peut être attribuée à l'accès en franchise dont bénéficient les pays du MERCOSUR sur les marchés des autres membres et à la protection que fournit le tarif extérieur commun, ainsi qu'aux obstacles importants qui gênent les échanges de produits agricoles sur leurs principaux marchés à l'exportation. Le cadre global des politiques publiques influe donc beaucoup sur la part qu'occupent dans les échanges les produits agricoles pour lesquels les pays détiennent un avantage comparatif.

Les enseignements à tirer de l'examen de ces trois accords très différents pour l'ensemble des accords entre pays du sud figurent à la section IV et sont résumés ici :

- *Tous les ACR examinés sont créateurs d'échanges.*
- *L'ampleur de l'intégration à l'intérieur de l'accord est un déterminant important du niveau de création d'échanges.*
- *Il est peu probable que la participation à un ACR suffise à surmonter d'autres obstacles matériels ou économiques aux échanges.*
- *Les déterminants fondamentaux des échanges, comme la structure des exportations par exemple, qui s'appuient sur la dotation en facteurs, évoluent peu.*
- *Il n'existe pas de preuves certaines que les ACR détournent les échanges au détriment des pays tiers.*
- *Les coûts commerciaux restent un facteur important dans les échanges agricoles.*
- *Les structures commerciales antérieures et les relations économiques traditionnelles jouent aussi un rôle déterminant pour les flux commerciaux.*
- *Il arrive que les ACR encouragent des producteurs qui ne sont pas nécessairement les plus concurrentiels au niveau mondial, mais c'est aussi le cas des taux NPF mondiaux élevés.*
- *Certains des obstacles aux échanges les plus profondément ancrés, comme les subventions et d'autres mesures non tarifaires, sont toujours présents dans les ACR.*

## I. INTRODUCTION

Dans une perspective multilatérale, il importe en particulier de se demander si les accords commerciaux régionaux (ACR) agissent favorablement ou défavorablement sur le bon fonctionnement du système commercial multilatéral de l'OMC. Les accords régionaux permettent à des groupes de pays de négocier des règles et des engagements d'intégration qui vont souvent plus loin que ce qu'ils pourraient obtenir au niveau multilatéral. Certaines de ces règles ont, quant à elle, ouvert la voie à un accord de l'OMC.

D'après l'argument traditionnel des gains procurés par les échanges, le libre-échange mondial correspond globalement à un optimum de Pareto (de premier rang). Les ACR constituent un optimum de second rang. Ils permettent une plus grande ouverture des échanges entre les pays participants, et sont ainsi créateurs d'échanges, mais ne garantissent pas une amélioration du bien-être des membres ni des non-membres. En effet, les ACR sont par définition discriminatoires à l'encontre des non-membres (OCDE, 2001). Les coûts des distorsions qui en résultent peuvent dépasser les avantages apportés par la réduction des obstacles aux échanges entre les membres. En particulier, si la réduction des obstacles aux échanges à l'intérieur d'un ACR conduit à la création d'échanges pour les producteurs aux coûts plus bas, il en résultera des gains ou une création d'échanges. En revanche, si l'évolution des courants commerciaux due à l'ACR déplace des importations moins coûteuses en provenance de pays non membres, il y a détournement d'échanges<sup>1</sup>. Les modifications relatives des échanges déterminent l'effet global de bien-être résultant d'un ACR donné, bien qu'on ne puisse pas l'établir en comparant simplement l'importance respective de la création et du détournement d'échanges.

Malgré son orientation multilatérale et non discriminatoire, le GATT autorise les ACR (à l'Article XXIV), à condition qu'ils encouragent la libéralisation des échanges entre les pays participants sans opposer d'obstacles aux échanges avec le reste du monde. En d'autres termes, l'intégration régionale doit compléter le système commercial multilatéral et non le mettre en danger<sup>2</sup>.

La participation à un ACR peut apparaître intéressante en raison des possibilités d'économies d'échelle et d'utilisation plus efficace des ressources qu'offre l'intégration aux partenaires de l'accord. L'élargissement du marché auquel accèdent les entreprises dans le cadre d'un ACR leur permet d'exploiter plus complètement les économies d'échelle (OCDE, 2001). Les entreprises peuvent faire un usage plus efficace des ressources mises en œuvre dans les processus de production, en tirant parti des complémentarités entre les membres de l'ACR. Réduisant ainsi leurs coûts, elles peuvent abaisser leurs prix à mesure qu'elles obtiennent et créent des débouchés plus importants pour leurs produits, à l'intérieur du pays et à l'étranger. Cette situation entraîne une évolution des processus de production et parfois de la nature des produits exportés et importés.

**Ce document analyse en profondeur trois ACR**, et cherche à déterminer s'ils renforcent les échanges de produits agricoles entre leurs membres et détournent les échanges des partenaires extérieurs à l'accord, et dans quelle mesure. Il aborde aussi la question de l'évolution de la nature des échanges qui résulte de la mise en œuvre de l'ACR ou coïncide avec elle. Les trois ACR étudiés sont l'Accord de

---

1. Voir la théorie de la création et du détournement d'échanges de Viner (1950).

2. [http://www.wto.org/french/thewto\\_f/whatis\\_f/tif\\_f/bey1\\_f.htm](http://www.wto.org/french/thewto_f/whatis_f/tif_f/bey1_f.htm).



libre-échange de l'ANASE (AFTA), le Marché commun de l'Afrique de l'est et de l'Afrique australe (COMESA), et le Marché commun du sud (MERCOSUR)<sup>3</sup>, qui sont des accords « sud-sud ». Compte tenu de l'importance de certains grands marchés émergents dans le contexte des échanges sud-sud, une analyse des accords bilatéraux avec la Chine et l'Inde a été réalisée. Elle est présentée à titre préliminaire car ces accords sont trop récents pour que leurs effets *ex post* sur les échanges puissent être mesurés.

Pour étudier les effets des ACR sur les échanges, on s'est servi d'un modèle gravitationnel qui s'appuie sur les échanges bilatéraux de produits agricoles de nombreux pays pendant une durée relativement longue. C'est la méthode la plus couramment employée pour mesurer ces effets.

Le document examine l'évolution de la nature des exportations et la spécialisation des échanges à l'intérieur de l'ACR à partir de l'indice de l'avantage comparatif révélé. Celui-ci mesure l'intensité des exportations des membres de l'ACR pour un produit agricole donné par rapport aux autres pays.

Les ACR examinés dans ce document ont été choisis parce qu'ils diffèrent sur le plan géographique et structurel, et sur celui du degré d'intégration. L'AFTA procure aux pays membres un accès préférentiel aux marchés des autres membres. Les échanges entre les membres du COMESA s'effectuent en franchise totale de droits. En revanche, le MERCOSUR est une union douanière récente qui vise à l'instauration d'un libre-échange entre ses membres, et prélève un tarif extérieur commun sur les importations des pays membres.

Cette étude est organisée comme suit. La section II offre une vue d'ensemble des dispositions commerciales et de la mise en œuvre des trois accords et décrit le contexte dans lequel s'inscrit l'analyse, en expliquant brièvement quelle place occupent l'AFTA, le COMESA et le MERCOSUR dans les échanges mondiaux. La section III fournit une analyse quantitative des effets des deux ACR sur les échanges agricoles. La section IV présente quelques résultats préliminaires découlant de l'analyse.

---

3. MERCOSUL en portugais.

## **II. CONTEXTE : VUE D'ENSEMBLE DES DISPOSITIONS ET DU RÔLE DES ACCORDS RETENUS DANS LES ÉCHANGES MONDIAUX**

### **Dispositions commerciales et mise en œuvre**

#### ***AFTA***

L'AFTA, signé en janvier 1992, visait à créer une zone de libre-échange en 2008. Les premiers signataires étaient le Brunéi Darussalam, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande (ANASE-6). Le Vietnam est devenu membre en 1995, le Laos et le Myanmar en 1997, et le Cambodge en 1999. Ces quatre derniers pays (ANASE-4) ont été invités à adhérer à l'AFTA pour devenir membres de l'ANASE, mais ont eu plus de temps pour mettre l'accord commercial préférentiel en application<sup>4</sup>.

Le principal mécanisme de libéralisation des échanges entre pays signataires de l'AFTA est le tarif préférentiel effectif commun. Dans un premier temps, les droits ont été progressivement abaissés sur les produits manufacturés et les produits agricoles transformés, sauf sur certains produits particuliers. Le tarif commun a été élargi aux produits agricoles non transformés en 1996. L'accord initial prévoyait l'élimination de certains obstacles non tarifaires et créait des mesures de sauvegarde ainsi qu'un processus de consultation en cas de différend.

En pratique, les pays de l'AFTA ont généralisé l'accès préférentiel plus rapidement que ne le prévoyait le calendrier fixé au départ. Depuis 2003, le taux appliqué à toutes les importations de produits de la région dans les pays de l'ANASE-6 est compris entre 0 et 5 %, sauf pour les produits figurant sur les listes d'exceptions. En 2006, le taux moyen était de 4.4 % pour les importations des pays de l'ANASE-6 en provenance des pays de l'AFTA, alors qu'il était de 10.9 % pour les produits en provenance de pays n'appartenant pas à cette zone, la marge préférentielle s'établissant par conséquent à 6.5 points.

Les pays de l'AFTA ont été autorisés à exclure certains produits de la liste des marchandises bénéficiant d'un taux préférentiel. Certains des membres de l'ANASE-4 ont plus particulièrement profité de cette possibilité en excluant de nombreux produits. Les membres de l'AFTA n'ont généralement pas libéralisé les marchés des produits agricoles sensibles, comme le riz et le sucre.

Les pays de l'AFTA négocient avec leur principaux partenaires commerciaux de la région un rapprochement économique qui s'est concrétisé par des accords de libre-échange avec la Chine, l'Inde et la Corée. L'appendice 1 comporte une analyse plus précise des dispositions de l'AFTA, de la mise en œuvre de l'accord et des accords bilatéraux conclus avec la Chine et l'Inde.

---

4. Tous les membres de l'ANASE sont membres de l'AFTA. Les deux sigles couvrent par conséquent les mêmes pays. Dans ce document, « l'ANASE » se réfère aux dix pays en général, et « l'AFTA » à l'accord préférentiel de libéralisation des échanges conclu entre eux.

## **COMESA**

Le COMESA, créé en 1993, compte maintenant 19 membres : Burundi, Comores, République démocratique du Congo, Djibouti, Égypte, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Libye, Madagascar, Malawi, Maurice, Ouganda, Rwanda, Seychelles, Soudan, Swaziland, Zambie et Zimbabwe (COMESA, 2007). En octobre 2000, neuf membres ont éliminé les droits de douane sur leurs échanges réciproques de produits, créant ainsi une zone de libre-échange. Il s'agissait des pays suivants : Djibouti, Égypte, Kenya, Madagascar, Malawi, Maurice, Soudan, Zambie et Zimbabwe. Le Burundi et le Rwanda ont rejoint la zone de libre-échange en 2004, suivis de la Libye et des Comores en 2005 et 2006 respectivement, portant le nombre de membres du COMESA participant à la zone de libre-échange à 13 sur 19. Les Seychelles devraient entrer dans la zone de libre-échange en 2007.

Depuis octobre 2000, l'accès en franchise de droits est accordé à tous les produits échangés entre les membres du COMESA sans exception. Un mécanisme de sauvegarde a été mis en place à titre temporaire pour prélever des droits sur les importations de certains produits sensibles au besoin. Cette mesure temporaire est appliquée en général pendant une période de six mois.

Les membres du COMESA qui ne font pas partie de la zone de libre-échange et qui ont abaissé leurs droits de douane de 60 % au moins par rapport à d'autres membres peuvent bénéficier de taux préférentiels de droits à l'entrée de leurs produits sur les marchés des membres de la zone de libre-échange. Les six membres du COMESA qui n'appartiennent pas à la zone de libre-échange ont abaissé leurs droits en conséquence et bénéficient ainsi d'un accès préférentiel aux marchés des pays membres de la zone.

Les règles d'origine du COMESA sont moins strictes que celles de bien d'autres zones de libre-échange. Les marchandises peuvent bénéficier d'un accès préférentiel si 40 % au moins des matériaux ou 35 % au moins de la transformation sont d'origine locale. Pour certaines importations, notamment de biens d'équipement, de produits pétroliers et de médicaments, le pourcentage de contenu local obligatoire est ramené à 25 %. L'appendice 2 fournit une analyse plus détaillée des dispositions et de la mise en œuvre du COMESA.

## **MERCOSUR**

L'objectif du Marché commun du sud – MERCOSUR – est de créer l'une des zones économiques les plus intégrées du monde. Signé en 1991 par l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay, le Traité d'Asunción a servi de cadre à l'instauration d'une zone de libre-échange entre les quatre pays. Trois ans plus tard, ceux-ci se sont prononcés clairement pour la formation d'une union douanière. Depuis le milieu des années 90, le MERCOSUR vise en particulier à harmoniser complètement les politiques commerciales de ses quatre membres. En pratique, l'intégration recherchée n'est pas uniforme.

Aujourd'hui, toutes les marchandises produites à l'intérieur de la zone bénéficient d'un accès en franchise sur les marchés des pays membres, à l'exception des véhicules automobiles et du sucre. Ces deux secteurs sensibles relèvent de régimes bilatéraux qui ne sont pas harmonisés à l'échelle régionale.

Les membres du MERCOSUR sont convenus d'appliquer un tarif extérieur commun (TEC). En pratique, ils ont cependant adopté différents types de droits supplémentaires, de mesures de sauvegarde ou d'exclusions sectorielles largement appliqués, et conclu des accords préférentiels avec certains pays tiers. Les tarifs appliqués par les pays du MERCOSUR aux produits provenant de l'extérieur de la zone peuvent ainsi diverger fortement.

Le double prélèvement qui pèse sur les importations en provenance de pays tiers est l'un des principaux obstacles aux échanges intérieurs. Un produit importé dans un pays du MERCOSUR pour être réexporté à l'intérieur du MERCOSUR, directement ou après transformation, est soumis à une double taxe.

En effet, le paiement est exigé à l'entrée *des deux pays* du MERCOSUR, c'est-à-dire que le tarif extérieur commun est acquitté *deux fois* pour le même produit. Concrètement, il s'agit par conséquent d'un système de règles d'origine qui empêche la vente de produits provenant de pays non membres du MERCOSUR. Du fait de cette mise en œuvre imparfaite du TEC, certaines possibilités d'échanges et d'investissements échappent aux pays du MERCOSUR. Les fournisseurs potentiels de pays non membres qui souhaiteraient exporter vers un pays du MERCOSUR pour approvisionner à partir de celui-ci l'ensemble du marché du MERCOSUR sont découragés de procéder ainsi. Les réexportations à l'intérieur de la zone du MERCOSUR sont d'ailleurs pratiquement nulles.

L'appendice 3 fournit une analyse plus détaillée des dispositions du MERCOSUR et de la mise en œuvre de l'accord.

### **Considérations générales sur l'AFTA, le COMESA et le MERCOSUR dans le commerce mondial**

Les ACR s'inscrivent dans un contexte économique, politique, historique et géographique complexe, qui influe sur la manière dont ils sont mis en œuvre et sur leurs effets globaux. Cette section décrit brièvement le contexte général dans lequel interviennent les ACR examinés.

#### ***Caractéristiques des pays membres de l'AFTA, du COMESA et du MERCOSUR***

L'ANASE regroupe des pays très divers sur le plan économique comme sur le plan politique (tableau 1). On y trouve par exemple le Laos, nation enclavée qui fait partie des pays les moins avancés, mais aussi la Thaïlande et la Malaisie, candidates à l'adhésion à l'OCDE. Les niveaux de développement varient beaucoup, avec des PIB par habitant compris entre 28 100 USD à Singapour et 1 700 USD au Myanmar. Les régimes politiques diffèrent aussi : certains pays sont des démocraties qui fonctionnent relativement bien, comme la Malaisie, d'autres des régimes plus autoritaires, comme Singapour, ou des dictatures militaires, comme le Myanmar.

Les pays signataires de l'AFTA enregistrent aussi des taux de croissance différents. Certains connaissent une croissance rapide (plus de 6 %), mais à partir d'un niveau de développement faible, comme le Cambodge, le Laos et le Vietnam. D'autres possèdent déjà un niveau élevé de développement et enregistrent une forte croissance (Singapour). D'autres encore se maintiennent à un niveau élevé de PIB par habitant (Brunéi) ou à un faible niveau (Myanmar). La population des pays de l'AFTA s'échelonne de 400 000 (Brunéi) à 245 millions d'habitants (Indonésie).

**Tableau 1. ANASE : Indicateurs comparatifs des pays membres**

	<b>Population (milliers d'habitants)</b>	<b>PIB (milliards d'USD)</b>	<b>PIB par habitant (USD)</b>	<b>Croissance du PIB (%)</b>
Brunéi	379	6.8	23 600	1.7
Cambodge	13 881	4.7	2 200	6.0
Indonésie	245 452	270.0	3 600	5.6
Laos	6 368	2.5	1 900	7.2
Malaisie	24 385	122.0	12 100	5.3
Myanmar	47 382	7.5	1 700	2.9
Philippines	89 468	91.4	5 100	5.1
Singapour	4 492	110.6	28 100	6.4
Thaïlande	6 4631	183.9	8 300	4.5
Vietnam	84 402	43.8	2 800	8.4

La population a été estimée à la date de juillet 2006, le PIB et le PIB par habitant pour l'année 2005 (2004 pour le Brunéi). Les estimations de croissance du PIB se réfèrent à 2005 (2004 pour le Brunéi).

Source : CIA Factbook, 2006.

Le COMESA compte plus de signataires que l'AFTA ou le MERCOSUR, et ses 19 pays membres présentent une grande disparité sur le plan économique et de géographique. Huit membres du COMESA sont des pays enclavés : Burundi, Éthiopie, Malawi, Ouganda, Rwanda, Swaziland, Zambie et Zimbabwe. Quatre sont des pays insulaires : Comores, Madagascar, Maurice et Seychelles, bien que Madagascar soit appelée « le sixième continent » en raison de sa taille et de la biodiversité qu'elle abrite. Un seul membre du COMESA, le Swaziland, est entouré de pays qui n'en sont pas membres, et deux pays non membres (Tanzanie et Mozambique) sont largement entourés de pays membres de l'accord. Ces particularités présentent une grande importance pour les questions de facilitation des échanges et d'accès matériel aux marchés.

L'importance économique et le niveau de développement des pays du COMESA sont très variables. L'accord regroupe près de 400 millions de personnes et réalise un PIB de 780 millions de dollars (dollars PPA courants). Mais les pays membres présentent des différences considérables. Onze d'entre eux font partie des pays les moins avancés : Burundi, Comores, République démocratique du Congo, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Malawi, Ouganda, Rwanda, Soudan et Zambie. Deux font partie des pays à revenu intermédiaire (Égypte et Swaziland) et deux de la tranche supérieure de la catégorie des pays à revenu intermédiaire (Maurice et Seychelles). La croissance du PIB est également contrastée, même si 15 membres ont enregistré une croissance modérée à élevée, en partant souvent de niveaux assez bas cependant. L'Égypte dépasse par son PIB (352 milliards USD) les PIB additionnés de tous les autres membres du COMESA ; elle est suivie du Soudan (89 milliards USD) et de l'Éthiopie (87 milliards USD) (tableau 2).

**Tableau 2. COMESA : indicateurs comparatifs des pays membres**

	<b>Population (en milliers)</b>	<b>PIB (milliards USD)</b>	<b>PIB par habitant (USD)</b>	<b>Croissance PIB (%)</b>
Burundi	7833	5.7	729	5
Comores	614	1.2	2018	1
Rép. dém. Congo.	59338	44.5	751	5
Djibouti	806	1.8	2293	5
Égypte.	75397	351.6	4664	7
Érythrée	4538	5.0	1096	-1
Éthiopie	72712	86.7	1192	9
Kenya	35143	46.2	1316	6
Libye	5965	n.d	n.d	6
Madagascar	19087	18.6	972	5
Malawi	13163	9.6	731	8
Maurice	1253	16.9	13446	4
Rwanda	9244	11.8	1278	5
Seychelles	86	1.5	17476	4
Soudan	37003	87.8	2372	13
Swaziland	1126	5.8	5137	2
Ouganda	29874	45.4	1519	5
Zambie	11862	13.0	1098	6
Zimbabwe	13086	26.3	2011	-5

Les données concernent l'année 2006.

Source : World Development Indicators.

La situation du MERCOSUR est très différente de celle de l'AFTA et du COMESA. Les niveaux de développement sont moins disparates, mais il existe une asymétrie fondamentale qui a joué un rôle déterminant dans la création de l'union douanière. Le Brésil, avec une population de 188 millions d'habitants et un PIB de 620 milliards USD, enregistre de loin la production et les échanges les plus importants du groupe (tableau 3). Il représente 75 % du PIB du MERCOSUR.

**Tableau 3. MERCOSUR : Indicateurs comparatifs des pays membres**

	<b>Population (milliers d'habitants)</b>	<b>PIB (milliards d'USD)</b>	<b>PIB par habitant (USD)</b>	<b>Croissance du PIB (%)</b>
Argentine	39 921	182.0	13 100	8.7 %
Brésil	188 078	619.7	8 400	2.4 %
Paraguay	6 506	7.2	4 900	2.7 %
Uruguay	3 431	13.2	9 600	6.5 %

La population a été estimée à la date de juillet 2006, le PIB et le PIB par habitant pour l'année 2005.  
Les estimations de croissance du PIB se réfèrent à 2005.

Source : CIA Factbook, 2006.

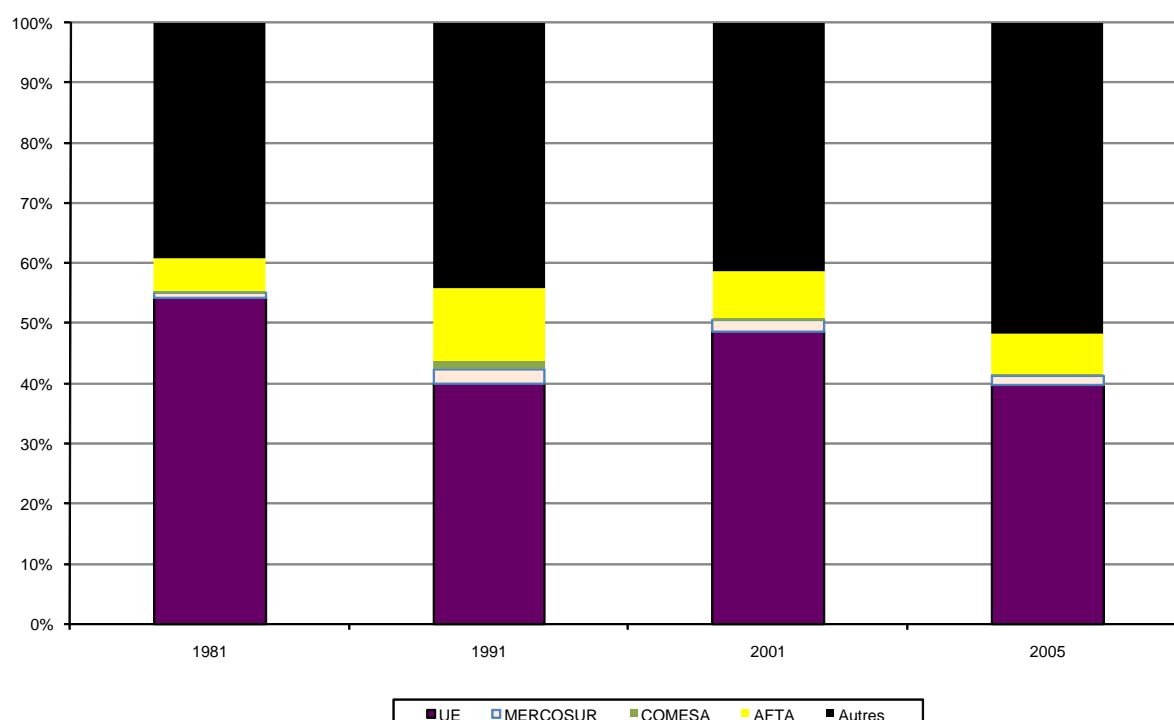
### ***L'AFTA, le COMESA et le MERCOSUR dans le commerce mondial***

Le graphique 1 ci-dessous montre l'évolution de la part de l'AFTA, du COMESA et du MERCOSUR dans les exportations mondiales totales. Des informations similaires sont données à titre de comparaison pour l'UE et l'ALENA. L'AFTA représente depuis sa création 5 % environ des échanges mondiaux, le MERCOSUR 1 % environ et le COMESA largement moins de 1 %. Tous trois jouent un rôle minime face à l'ampleur des échanges entre les pays de l'OCDE. Les marchés émergents prennent aussi une place importante dans les échanges mondiaux, et représentent une part plus grande des échanges marqués « Autres » (graphique 1).

La part des produits alimentaires et agricoles dans les échanges mondiaux est en baisse. Les exportations de produits agricoles représentaient en effet 8.2 % des exportations mondiales en 1991, et 6.3 % en 2005 (tableau 4). Cette tendance se vérifie dans les pays de l'ANASE et du COMESA, mais pas dans ceux du MERCOSUR. Les exportations de produits agricoles ont baissé par rapport aux exportations de produits manufacturés dans les pays de l'ANASE. L'agriculture représentait 9.1 % des exportations totales de l'ANASE (vers les autres pays de l'AFTA et vers l'extérieur) en 1991 et seulement 5.5 % en 2005. Les pays du COMESA ont aussi enregistré une forte baisse depuis 2000, puisque la part des exportations agricoles est passée de 42 % en 2001 à 21 % en 2005. Même si une partie de cette baisse peut être attribuée à la couverture incomplète des données (on ne dispose en effet de données que pour 11 pays sur 19), les membres du COMESA semblent suivre la tendance mondiale de fléchissement des exportations de produits agricoles et d'augmentation des exportations de produits manufacturés et de services. Ils restent néanmoins plus dépendants des exportations agricoles que la plupart des autres pays.

En revanche, les exportations de produits agricoles ont augmenté dans les pays du MERCOSUR. La part de l'agriculture dans les échanges totaux du MERCOSUR, déjà élevée avant la conclusion de l'accord, est passée de 26.8 % à cette époque à 32.4 % en 2005. Les exportations de produits agricoles de l'UE et de l'ALENA, indiquées ici à titre de comparaison, sont restées stables ou ont baissé au cours des 15 années considérées.

**Graphique 1. Exportations des membres de plusieurs ACR :  
importance relative dans les exportations mondiales**



On a tenu compte de l'évolution des ACR étudiés à mesure de l'adhésion de nouveaux membres. Pour les périodes qui précèdent la formation des ACR étudiés, on s'est servi des échanges des membres fondateurs. Les échanges des ACR incluent les échanges entre pays membres. Les données manquent pour certains pays du COMESA.

Source : World Integrated Trade Solution (WITS).

### *Échanges de produits alimentaires et agricoles*

**Tableau 4. Exportations de produits agricoles,  
en pourcentage des exportations totales des membres des ACR examinés**

	1991	2001	2005	2005
	%			Milliards USD
Exportations mondiales totales	8.2	7.0	6.3	687.5
AFTA	9.1	5.4	5.5	33.3
COMESA	n.d.	41.7	21.0	2.3
UE	7.9	8.1	7.9	297.0
MERCOSUR	26.8	33.0	32.4	51.7
ALENA	10.1	7.2	6.8	100.0

Source : WITS.

### *Échanges intra-régionaux*

A l'intérieur de l'AFTA, du COMESA et du MERCOSUR, les échanges sont relativement peu nombreux par rapport à ceux qui ont lieu entre les membres d'autres ACR comme l'UE et l'ALENA. Les échanges entre les pays de l'AFTA représentaient 21 % des échanges totaux des membres avant la création de l'accord, et 18 % de leurs échanges de produits agricoles (tableau 5). Par la suite, ce pourcentage est

passé à 26 % des échanges totaux et à 23 % des échanges de produits agricoles. Ces chiffres paraissent faibles par rapport à des ACR plus anciens et plus intégrés faisant intervenir des pays de l'OCDE, dans lesquels les échanges internes représentent plus de la moitié des échanges totaux.

Les échanges à l'intérieur du COMESA représentent une part encore plus faible et en recul des exportations des membres. Ils constituaient en effet 11 % des échanges totaux des membres du COMESA en 2001 et 7 % en 2005. De même, les échanges intra-régionaux de produits agricoles représentent une faible part des exportations agricoles totales : ils se situaient à 13 % en 2001 et à 15 % en 2005. Le faible niveau des échanges entre les membres du COMESA s'explique en partie par l'étendue géographique de l'accord. Bien qu'il ait été créé à l'origine pour des pays de l'est et du sud de l'Afrique, il s'est élargi à des pays plus éloignés comme la Libye et l'Égypte. Le manque d'infrastructures (en particulier d'infrastructures de transports) en Afrique, même entre pays voisins, fait aussi obstacle aux échanges intra-régionaux. On verra plus loin que l'accès préférentiel prévu par l'ACR n'a pas suffi à inverser cette tendance.

Les échanges entre membres du MERCOSUR sont peu nombreux, en dépit de la forte intégration qui résulte de l'union douanière. À la mise en place de l'accord, ils représentaient 11 % des échanges des membres, et seulement 9 % de leurs échanges agricoles. Ils ont atteint leur niveau maximal, 17 %, en 2001, après les crises monétaires de 1999-2000, et ne représentaient plus que 13 % des échanges en 2005. Les échanges internes de produits agroalimentaires ont été ramenés à leur niveau de 1981 et ne constituent plus que 5 % des échanges des membres du MERCOSUR dans ce secteur. Malgré l'intégration poussée des politiques, le niveau d'intégration commerciale des pays du MERCOSUR est resté faible. Cette situation s'explique en partie par des facteurs naturels, comme l'asymétrie du groupe et la similitude des avantages comparatifs détenus par les membres, comme on le verra dans la suite du document.

**Tableau 5 : Échanges à l'intérieur des ACR,  
en pourcentage de l'ensemble des échanges de leurs membres**

		1981	1991	2001	2005	2005
		% des échanges totaux				Milliards USD
AFTA	Total	0.18	0.21	0.23	0.26	155.6
	Agriculture	0.17	0.18	0.25	0.23	7.7
COMESA	Total	n.d.	n.d.	0.11	0.07	0.8
	Agriculture	n.d.	n.d.	0.13	0.15	0.5
UE	Total	0.57	0.66	0.66	0.65	2239.4
	Agriculture	0.65	0.75	0.74	0.75	209.2
MERCOSUR	Total	0.10	0.11	0.17	0.13	20.8
	Agriculture	0.05	0.09	0.11	0.05	2.5
ALENA	Total	0.34	0.41	0.55	0.56	824.4
	Agriculture	0.17	0.29	0.44	0.46	45.3

Source: WITS.



## ***Résumé***

À partir des indications données dans cette section, plusieurs observations peuvent être formulées au sujet de l'AFTA, du COMESA et du MERCOSUR.

### ***Au sujet de l'AFTA***

- L'ANASE est un groupe de pays extrêmement divers, sur le plan du développement et de l'importance économique.
- Les pays de l'ANASE représentent une faible part – 5 % environ – des échanges mondiaux.
- Les exportations de produits agricoles représentent un pourcentage faible et décroissant des exportations des pays de l'ANASE, correspondant aujourd'hui à 5.5 % de l'ensemble de leurs échanges.
- Les échanges entre membres de l'AFTA, en hausse par rapport à leurs échanges totaux, représentent maintenant près d'un quart de leurs échanges de produits agricoles.

### ***Au sujet du COMESA***

- Le COMESA comprend 19 pays qui couvrent une grande partie du continent africain. Certains doivent faire face à des contraintes géographiques particulières pour accéder aux marchés étrangers, y compris aux marchés voisins (pays enclavés et insulaires).
- Les membres du COMESA sont très différents sur le plan économique. L'Égypte, de loin l'économie la plus importante, enregistre un PIB 200 fois plus élevé que celui de certains des petits pays du groupe (Comores, Djibouti, Seychelles).
- Les membres du COMESA présentent des niveaux de développement très disparates ; certains font partie des pays les moins avancés et d'autres de la tranche supérieure des pays à revenu intermédiaire.
- L'agriculture représente un pourcentage en baisse, mais toujours important, des exportations du COMESA. Les exportations agricoles ne représentent qu'une part négligeable du marché mondial (moins de 1 %).
- Les échanges entre les membres du COMESA sont faibles, puisqu'ils ne constituent que 7 % de leurs échanges totaux, et concernent surtout des produits manufacturés. Les échanges intra-régionaux de produits agricoles sont limités également : ils s'élèvent à 15 % des échanges agricoles des membres du COMESA.

### ***Au sujet du MERCOSUR***

- Le MERCOSUR présente une grande asymétrie, puisque l'un de ses membres (le Brésil) assure les trois quarts de la production. À l'intérieur du MERCOSUR, 90 % des échanges s'effectuent entre l'Argentine et le Brésil.
- La part du MERCOSUR dans le commerce mondial est très faible – 1 % environ des échanges totaux.
- Contrairement à ce qui se passe dans le reste du monde, l'agriculture occupe une part importante et croissante des exportations des pays du MERCOSUR, qui s'établit maintenant à 32 % des exportations totales du groupe.
- Les échanges internes ne représentent qu'une part très faible des exportations du secteur agricole, puisque 5 % seulement des produits agricoles exportés sont destinés à d'autres membres du groupe, c'est-à-dire au même niveau qu'en 1981.

### III. Effets des Accords commerciaux régionaux retenus sur les échanges

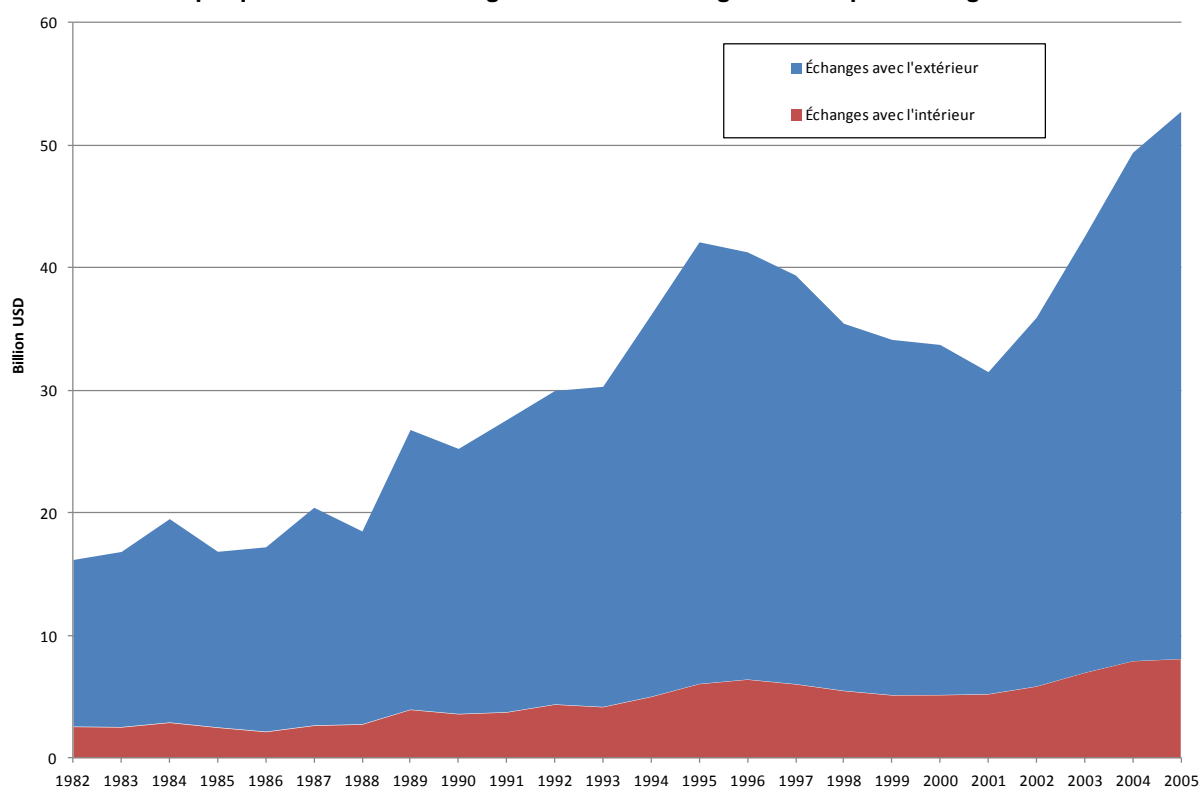
Cette section analyse les effets sur les échanges des accords commerciaux régionaux considérés. Elle étudie les effets potentiels de création et de détournement d'échanges que ceux-ci peuvent avoir et l'influence qu'ils exercent sur la structure des échanges de marchandises dans les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture.

#### *Zone de libre-échange de l'ANASE*

##### *Courants d'échanges*

Comme on l'a vu plus haut, les échanges au sein de la zone couverte par l'accord de libre-échange de l'ANASE (AFTA) sont importants et en progression. Cet accord a été progressivement mis en œuvre à partir de 1994 pour les pays de l'ANASE-6 qui ont atteint le stade de l'intégration totale en 2001<sup>5</sup>. Les pays de l'ANASE-4 ont adhéré à l'accord en 1995 (Vietnam), 1997 (Laos et Myanmar) et 1999 (Cambodge). La mise en œuvre de l'AFTA a donc coïncidé avec un accroissement global des échanges au sein de la région. Les échanges de produits agricoles entre les pays de l'ANASE, qui représentaient 18 % de l'ensemble de leurs échanges en 1991, se sont en effet développés pour atteindre 7.7 milliards USD en 2005 (graphique 2).

**Graphique 2. ANASE : Échanges intra- et extra-régionaux de produits agricoles**



Source : Système WITS.

5. Alors que l'AFTA est pleinement mis en œuvre, des mesures non tarifaires telles que contingents tarifaires et licences d'importation continuent de caractériser les échanges entre les membres de l'accord. Comme l'évaluation quantitative des effets des MNT sur les échanges et le bien-être pose des problèmes bien connus et non résolus, nous n'analysons pas ces effets directement ci-dessous. Cependant, les effets agrégés des instruments tels que les MNT sont intégrés aux effets fixes par pays inclus dans l'analyse effectuée à l'aide du modèle gravitationnel.

Il est intéressant de déterminer si ce développement des échanges peut être en partie attribué à l'établissement de l'AFTA. Un modèle gravitationnel a été élaboré et estimé pour apporter des éléments de réponse à cette question.

### *Estimation du modèle gravitationnel*

Le modèle gravitationnel permet d'analyser *a posteriori* les effets de phénomènes tels que les accords commerciaux régionaux. Les modèles gravitationnels classiques, qui s'apparentent à l'équation de la gravitation de Newton, s'appuient sur les revenus (masses économiques) des partenaires commerciaux et sur la distance qui les sépare pour expliquer les flux commerciaux bilatéraux. En général, la distance sert de variable de substitution pour indiquer (de façon sommaire) les coûts commerciaux<sup>6</sup>. Ces modèles incluent aussi généralement des indications de l'existence d'une communauté de langue et de culture ainsi que de liens historiques pour expliquer les structures commerciales qui ne se fondent pas sur l'avantage comparatif ou sur des dotations complémentaires. Ils comprennent en outre une variable indicatrice reflétant l'effet que la participation à l'ACR considéré a eu, par le passé, sur les courants d'échanges (OCDE, 2006).

Les modèles gravitationnels récents sont allés plus loin dans la saisie des effets sur les échanges qui sont propres à chaque pays ou paire de pays. Ils incluent des variables indicatrices représentant les effets fixes par pays et paire de pays pour tenir compte de tous les facteurs culturels, historiques et autres qui peuvent influencer sur les échanges.

On trouvera dans l'examen des publications figurant à l'appendice 5, des estimations récentes, obtenues à l'aide du modèle, de l'effet de l'AFTA, du COMESA et du MERCOSUR sur les échanges entre les pays membres et avec les non-membres. Les estimations varient souvent considérablement, ce qui accrédite l'hypothèse selon laquelle la spécification des modèles revêt une très grande importance, bien que certaines estimations particulièrement intéressantes pour cette étude soient stables pour un large éventail de spécifications différentes<sup>7</sup>.

On trouvera à l'appendice 4 une analyse détaillée du modèle gravitationnel utilisé dans cette étude, ainsi qu'un exposé des raisons qui justifient sa structure. Un seul modèle a été élaboré pour évaluer l'effet de l'AFTA, du COMESA et du MERCOSUR sur les courants d'échanges des pays membres et non

- 
6. Le Secrétariat a lancé un projet de collecte et d'analyse des coûts des transports maritimes et de leurs effets sur les flux commerciaux. Il pense que les informations ainsi rassemblées permettront d'obtenir une estimation des coûts commerciaux de bien meilleure qualité que la distance, généralement utilisée pour l'instant dans les modèles gravitationnels.
  7. Les estimations figurant dans le tableau de l'appendice 5 pour Ghosh et Yamarik correspondent à des estimations des limites extrêmes. Les auteurs utilisent cette technique parce que, selon eux, les spécifications indiquées des modèles gravitationnels reflètent généralement les convictions des chercheurs au départ plutôt que les résultats les plus fiables donnés par les modèles. Pour tester toutes les hypothèses possibles, ils établissent une liste des variables fondamentales figurant dans tous les modèles gravitationnels (telles que la variable de la création d'échanges, le PIB et la distance) et une liste des variables non fondamentales qui inclut toutes les autres variables mentionnées dans les textes concernant les modèles gravitationnels. Ils passent en ordinateur de nombreuses spécifications de modèles différentes et obtiennent une série de valeurs possibles pour chaque variable. Ayant testé de nombreuses spécifications, ils obtiennent nécessairement un large éventail de résultats. Ils donnent ainsi à penser que la création d'échanges due à l'existence d'accords commerciaux régionaux est exagérée dans nombre de publications.

membres à partir d'un groupe témoin de pays comprenant tous les autres grands exportateurs agricoles<sup>8,9 10</sup>. Les résultats examinés ici se rapportent généralement au modèle gravitationnel incorporant les effets fixes liés au temps ainsi qu'à chaque pays et produit (spécification 1 du modèle dans le tableau A4.1 de l'appendice 4).

Comme on l'a vu dans la section II, l'AFTA a été mis en œuvre par étapes (voir l'appendice 1) : le modèle gravitationnel élaboré ici en tient compte. Les droits de douane ont été progressivement réduits à partir de 1993 pour l'ANASE-6, l'intégration totale (mais non l'accès en franchise totale) ayant été réalisée en 2002. Les pays de l'ANASE-4 ont adhéré plus tard à l'accord et ils ne sont pas encore totalement intégrés comme le sont les membres initiaux. Deux variables ont donc été mises au point pour tester l'intégration au sein de la zone couverte par l'AFTA – l'une qui correspond à l'intégration totale et tient compte des pays de l'ANASE-6 depuis 2002 (*AFTAFull*), et l'autre qui représente les périodes intérimaires d'intégration, c'est-à-dire l'ANASE-6 entre 1994 et 2001 et l'ANASE-4 à partir de l'adhésion des pays concernés à l'accord (*AFTAPartial*). Cela permet de déterminer avec plus de précision l'effet de cet accord sur les courants d'échanges bilatéraux des pays membres<sup>11</sup>.

### Résultats du modèle

Il ressort des résultats du modèle gravitationnel que l'intégration totale dans la zone de libre-échange de l'ANASE s'est traduite par un fort accroissement des échanges de produits agricoles entre les pays membres. D'après la spécification préférée du modèle (voir spécification 1, tableau A4.1, appendice 4), l'accord a suffi pour faire monter les échanges entre les membres de l'AFTA de 60 %<sup>12</sup>. Même au stade de l'intégration partielle, l'AFTA a eu pour effet d'augmenter fortement les échanges entre les pays membres. La spécification préférée indique un accroissement de 25 % parmi les membres partiellement intégrés de l'AFTA.

De plus, dans toutes les spécifications testées, les échanges ont augmenté davantage parmi les membres complètement intégrés de l'AFTA que parmi les membres partiellement intégrés (le coefficient d'*AFTAFull<sub>ij</sub>* est plus élevé que celui d'*AFTAPartial<sub>ij</sub>*). Cela donne à penser que l'AFTA a créé davantage

- 
8. Les échanges entre les groupes de pays correspondant aux trois ACR – AFTA, COMESA et MERCOSUR – étant relativement faibles, les interactions dues à la création des différents ACR sont supposées négligeables.
  9. La série de données inclut les membres de l'AFTA, du COMESA et du MERCOSUR ainsi que tous les autres pays qui font partie des quinze premiers exportateurs de produits agricoles : Union européenne, États-Unis, Canada, Chine, Australie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Fédération de Russie, Chili et Inde.
  10. Il faut noter que le modèle gravitationnel donne des résultats agrégés pour l'ensemble des produits, c'est-à-dire que la modélisation ne donne pas directement d'informations sur les produits auxquels peuvent s'appliquer des détournements ou la création d'échanges. Les données désagrégées sont néanmoins disponibles dans l'ensemble de données et nous avons tenu compte de l'hétérogénéité non observée des produits en incluant les effets fixes par pays.
  11. L'analyse à l'aide du modèle gravitationnel rend compte indirectement de l'effet des règles d'origine des ACR sur les échanges bilatéraux. Comme les exportateurs ont plus de difficultés, à cause des règles d'origine, à remplir les conditions nécessaires pour bénéficier de droits de douane préférentiels, la réduction des droits de douane dans le cadre du processus de négociation des ACR est moins créatrice d'échanges qu'elle n'aurait pu l'être en l'absence de telles règles.
  12. Comme la variable endogène est représentée par un logarithme et que la création et le détournement d'échanges sont des variables indicatrices (valeurs zéro ou un), la valeur du coefficient ne peut pas se traduire directement par un pourcentage de variation, c'est-à-dire qu'il ne s'agit pas d'une élasticité. Pour exprimer le coefficient  $x$  de la variable indicatrice en pourcentage, il faut calculer  $e^x - 1$ .

d'échanges de produits agricoles une fois totalement mis en œuvre (c'est-à-dire pour les échanges entre les pays de l'ANASE-6 entre 2002 et 2004) que lorsqu'il ne l'était que partiellement.

De nombreuses publications confirment ce résultat en constatant une forte création d'échanges entre les parties à l'AFTA (voir l'appendice 5). Les coefficients varient considérablement mais la plupart des estimations concluent que l'AFTA s'est traduit par un accroissement sensible des échanges entre les pays signataires. En particulier, une étude récente de Koo, Kennedy et Skripnitchenko (2006), qui ne modélise que le secteur agricole, conclut à l'existence d'un fort effet positif.

On peut aussi se demander si les échanges à l'intérieur de l'AFTA se sont accomplis au détriment des exportateurs non membres (c'est-à-dire ont été détournés). Pour mesurer ce phénomène, deux situations ont été testées – l'effet sur les exportations de producteurs de l'AFTA en dehors de la région et l'effet sur les importations de l'AFTA en provenance de producteurs extérieurs. Les résultats du modèle sont donc divisés à la fois entre la mise en œuvre totale et la mise en œuvre partielle de l'accord et entre l'effet sur les échanges des exportateurs de l'AFTA avec des pays extérieurs à la région et l'effet sur les importations dans la zone de l'AFTA en provenance de pays tiers.

Les modèles montrent que, lorsque l'accord est complètement mis en œuvre, les pays de l'AFTA exportent moins en dehors de la région que ce que l'on aurait pu attendre autrement. D'après la spécification du modèle préférée, les exportations des pays de l'AFTA vers des pays extérieurs à la région sont inférieures de 25 % au niveau qu'elles atteindraient, toutes choses égales par ailleurs, si l'AFTA n'existait pas (voir le coefficient *AFTAFull<sub>i</sub>ExpIn* dans le tableau A4.1 de l'appendice 4). Cela donne à penser qu'une fois totalement mis en œuvre, l'AFTA a réduit les exportations des membres de l'ANASE vers les non-membres. Cette constatation est confirmée par les autres spécifications du modèle.

Les membres de l'AFTA importent davantage de produits en provenance de non-membres lorsque l'accord est complètement mis en œuvre (voir les estimations des coefficients *AFTAFull<sub>i</sub>ExpOut*). Les résultats de toutes les spécifications du modèle indiquent que l'ACR a un effet positif sur les importations en provenance de pays non membres. En fait, une grande partie des travaux publiés confirment cette constatation. Une fois totalement mis en œuvre, l'AFTA ne provoque donc pas vraiment de détournement des échanges en ce qui concerne les importations en provenance de pays extérieurs à la zone.

Au stade de la mise en œuvre partielle de l'AFTA, les résultats concernant les échanges entre pays membres et non membres de l'AFTA sont similaires à ceux qui ont été enregistrés pour l'accord totalement mis en œuvre, mais d'ampleur généralement plus faible. Ce résultat n'a rien d'étonnant. Comme dans le cas de la mise en œuvre complète de l'AFTA, la mise en œuvre partielle se traduit par une hausse des importations en provenance de pays extérieurs à l'accord, et une baisse des exportations de produits agricoles de l'AFTA à l'extérieur de la région. Dans tous les cas, cependant, l'effet net de l'AFTA sur les pays qui n'en sont pas membres est une augmentation des échanges, c'est-à-dire que l'accroissement des importations compense la baisse des exportations. Rien n'indique donc avec certitude que l'AFTA, au stade de sa mise en œuvre partielle, provoque un détournement net d'échanges.

L'AFTA une fois totalement mis en œuvre a plus largement incité les membres à réduire leurs exportations de produits agricoles vers les pays extérieurs à l'accord, que lorsqu'il ne l'était que partiellement. C'est ce que l'on peut déduire d'une comparaison des résultats obtenus pour les deux stades de sa mise en œuvre. Dans toutes les spécifications testées, les exportations de l'AFTA vers les pays extérieurs ont fléchi plus nettement dans le cas de l'intégration totale que dans celui de l'intégration partielle (c'est-à-dire que le coefficient d'*AFTAFull<sub>i</sub>ExpIn* est plus élevé que celui d'*AFTAPartial<sub>i</sub>ExpIn*).

Les estimations des effets de détournement des échanges de l'AFTA figurant dans l'analyse des publications varient considérablement mais elles sont dans l'ensemble positives ; les échanges entre les

membres et les non-membres de la zone de libre-échange de l'ANASE ont beaucoup augmenté à la suite de la conclusion de l'accord. Il convient toutefois de noter que la précision de nos estimations s'appuie sur les corrections effectuées en fonction des différentes phases de développement de l'accord et sur la séparation des tests concernant les effets sur les exportations et sur les importations. Les données utilisées ici sont aussi plus récentes que celles des travaux disponibles, ce qui est loin d'être négligeable dans le cas de l'AFTA, du fait que cet accord a été progressivement mis en œuvre sur une longue période et qu'il ne l'est totalement que depuis quelques années.

Les résultats concernant l'AFTA, partiellement ou totalement mis en œuvre, sont plus fiables que ceux qui concernent les deux autres ACR. Les coefficients de l'AFTA sont de signe et d'ampleur similaires dans toutes les spécifications du modèle, contrairement à ceux du MERCOSUR et plus encore du COMESA. Plusieurs explications peuvent être fournies : la qualité des données des pays de l'AFTA est peut-être meilleure, les résultats sont cohérents selon les périodes, les produits et les pays partenaires, les politiques agricoles entraînent moins de distorsions non comptabilisées dans le modèle à effets fixes, etc.

#### *Avantage comparatif révélé*

Il est procédé ci-dessous à une analyse de l'avantage comparatif révélé (RCA en anglais) permettant d'examiner de plus près les échanges de produits et l'effet potentiel de l'AFTA sur leur composition. Le RCA s'appuie sur les courants d'échanges effectifs pour déterminer l'avantage comparatif des exportateurs de produits agricoles.

Le  $RCA_j$  est défini comme suit :

$$RCA_j = \frac{\left( \frac{x_{rj}}{X_{rt}} \right)}{\left( \frac{x_{wj}^*}{X_w^*} \right)}.$$

Les variables  $x_{rj}$  et  $X_{rt}$  représentent la valeur des exportations du produit  $j$  de la région (ou du pays)  $r$  et les exportations totales de tous les produits de la région (ou du pays)  $r$ , respectivement. Les variables  $x_{wj}^*$  et  $X_w^*$  représentent la valeur des exportations mondiales du produit  $j$  et les exportations mondiales totales, à l'exclusion, dans les deux cas, des exportations de la région (ou du pays)  $r$ . Le RCA varie de zéro à l'infini. Des valeurs supérieures à l'unité reflètent un avantage comparatif tandis que des valeurs inférieures à l'unité reflètent un désavantage comparatif (Yeats, 1998).

Le tableau 6 montre l'avantage comparatif révélé dont jouissent les pays signataires de l'AFTA considérés globalement, en excluant les échanges qu'ils effectuent entre eux. Il n'indique que les produits pour lesquels ils jouissent d'un avantage comparatif, c'est-à-dire les produits enregistrant un RCA supérieur à l'unité. Les pays de l'ANASE ont toujours bénéficié d'un avantage comparatif pour l'exportation d'huile végétale, de riz, de poissons, mollusques et crustacés, de cacao, d'épices, de fruits en conserve et de diverses farines de céréales.

**Tableau 6. Avantage comparatif révélé des pays de l'ANASE pour les 10 premiers produits exportés, 1995 à 2004**

Code CTCI	Produit	1995	Code CTCI	Produit	2000	Code CTCI	Produit	2004
422	Huiles végétales fixes autres que douces	50.6	422	Huiles végétales fixes autres que douces	47.0	422	Huiles végétales fixes autres que douces	70.5
431	Huiles animales/végétales transformées	8.9	042	Riz	8.5	431	Huiles animales/végétales transformées	9.7
075	Épices	6.4	075	Épices	7.8	042	Riz	9.1
042	Riz	6.1	431	Huiles animales/végétales transformées	6.6	037	Poissons etc. préparés	4.9
036	Crustacés, mollusques	5.4	036	Crustacés, mollusques	6.0	036	Crustacés, mollusques	3.8
037	Poissons etc. préparés	4.4	037	Poissons etc. préparés	5.2	072	Cacao	3.4
072	Cacao	3.0	091	Margarines/graisses culinaires	2.8	091	Margarines/graisses culinaires	3.1
047	Farines de céréales, n.d.a	2.1	072	Cacao	2.5	075	Épices	2.6
058	Fruits en conserve, préparés	1.9	047	Farines de céréales, n.d.a	2.1	058	Fruits en conserve, préparés	1.9
061	Sucres/mélasses/miel	1.7	058	Fruits en conserve, préparés	1.8	047	Farines de céréales, n.d.a	1.8

NB. Un avantage comparatif révélé supérieur à l'unité signifie que le pays concerné jouit d'un avantage comparatif pour l'exportation du produit en question par rapport aux autres pays du monde.

Source : Calculs de l'auteur sur la base des flux d'exportation du système WITS.

Les RCA dans la zone couverte par l'AFTA sont relativement constants dans le temps. Sur la période de dix ans considérée dans le tableau, on observe une perte d'avantage comparatif pour un seul produit agricole, le sucre, et un gain d'avantage comparatif pour un seul autre produit, la margarine. Tous les autres produits bénéficient d'un avantage comparatif à l'exportation confortable par rapport à celui observé pour d'autres pays du monde. Il semble donc qu'en dehors des deux produits mentionnés plus haut, l'avantage comparatif dont jouissent les exportations agricoles des pays de l'ANASE n'ait guère varié au cours des dernières années. Cela donne à penser que l'AFTA n'a pas notablement modifié l'avantage comparatif révélé des produits exportés par les pays signataires.

### ***Accords de libre-échange des pays de l'ANASE avec leurs principaux partenaires commerciaux***

Les pays de l'ANASE ont conclu récemment des accords bilatéraux avec deux grands marchés émergents de la région, la Chine et l'Inde. Les premières réductions tarifaires prévues dans le cadre de l'accord avec la Chine ont été introduites en 2005 et la mise en œuvre de l'accord avec l'Inde commence en 2007. Il est donc trop tôt pour en évaluer les effets. Ces accords bilatéraux n'ont pas été analysés à l'aide du modèle gravitationnel car les données qu'il utilise portent sur la période comprise entre 1981 et 2005, antérieure aux réductions tarifaires.

On peut toutefois dire que les pays de l'ANASE échangent avec la Chine et l'Inde davantage de produits agricoles que les autres pays, en pourcentage des échanges agricoles totaux. En effet, 9 % des échanges agricoles (importations et exportations réunies) des pays de l'AFTA ont été effectués avec la Chine en 2005 (tableau 7), alors que celle-ci représente 3 % des échanges agricoles mondiaux. Les échanges avec l'Inde sont aussi supérieurs à la moyenne mondiale. Ce pays représente 4 % des échanges agricoles de l'ANASE alors qu'il ne représente que 1 % des échanges mondiaux.

Il est peu probable que le niveau relativement élevé des flux d'échanges avec la Chine et l'Inde tienne à un « effet d'annonce » au cours de la période qui a précédé la ratification de l'ACR. Il s'explique plus vraisemblablement par l'hypothèse sur laquelle repose le modèle gravitationnel, à savoir que les pays de l'ANASE commercent plus intensément avec la Chine et l'Inde, toutes choses égales par ailleurs, en raison de la plus grande proximité géographique de ces deux pays par rapport à d'autres grands marchés. On pourra examiner ces questions de façon plus approfondie et déterminer les effets réels des accords bilatéraux conclus avec la Chine et l'Inde dans quelques années à l'aide d'un instrument d'analyse rétrospective comme le modèle gravitationnel.

**Tableau 7. Parts de la Chine et de l'Inde dans les échanges de l'ANASE**

	1981	1991	2001	2002	2003	2004	2005
Total des échanges	138 655	316 996	687 984.0	714 844	818 188	989 654	1 144 715
dont :							
ANASE	0.16	0.19	0.22	0.23	0.25	0.25	0.25
Chine	0.02	0.03	0.05	0.06	0.07	0.08	0.09
Inde	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	0.02	0.02
Échanges agricoles	26 366	24 132	37 835	41 815	47 430	54 816	57 333
dont :							
ANASE	0.22	0.20	0.23	0.23	0.24	0.24	0.24
Chine	0.03	0.07	0.06	0.08	0.09	0.09	0.09
Inde	0.02	0.02	0.05	0.06	0.05	0.06	0.04

Les échanges (exportations + importations) sont exprimés en millions d'USD.

Source : Système WITS.



## *Résumé*

La section qui précède offre une analyse quantitative des effets de l'AFTA sur les échanges de produits alimentaires et agricoles des pays membres et non membres. On peut résumer comme suit les principaux résultats des modèles gravitationnels, de l'avantage comparatif révélé et d'autres analyses quantitatives :

- Une fois totalement mis en œuvre, l'AFTA a été très créateur d'échanges pour les pays signataires.
- Une fois totalement mis en œuvre, l'AFTA a été plus nettement créateur d'échanges que lorsqu'il ne l'était que partiellement.
- Les membres de l'AFTA ont réduit leurs exportations de produits agricoles à destination de partenaires commerciaux extérieurs à la région au stade de la mise en œuvre totale de l'accord.
- Les membres de l'AFTA n'ont *pas* réduit leurs importations de produits agricoles en provenance de partenaires commerciaux extérieurs à la région au stade de la mise en œuvre totale de l'accord.
- L'évolution de la composition par produits des exportations des membres de l'AFTA observée par rapport aux autres pays depuis la signature de l'accord ne peut être attribuée que pour une faible part à la participation à celui-ci.
- Les membres de l'AFTA commercent davantage avec la Chine et l'Inde que les autres pays du monde mais cela ne peut être imputé à un resserrement des liens commerciaux avec ces pays en prévision de la conclusion d'accords bilatéraux avec eux.

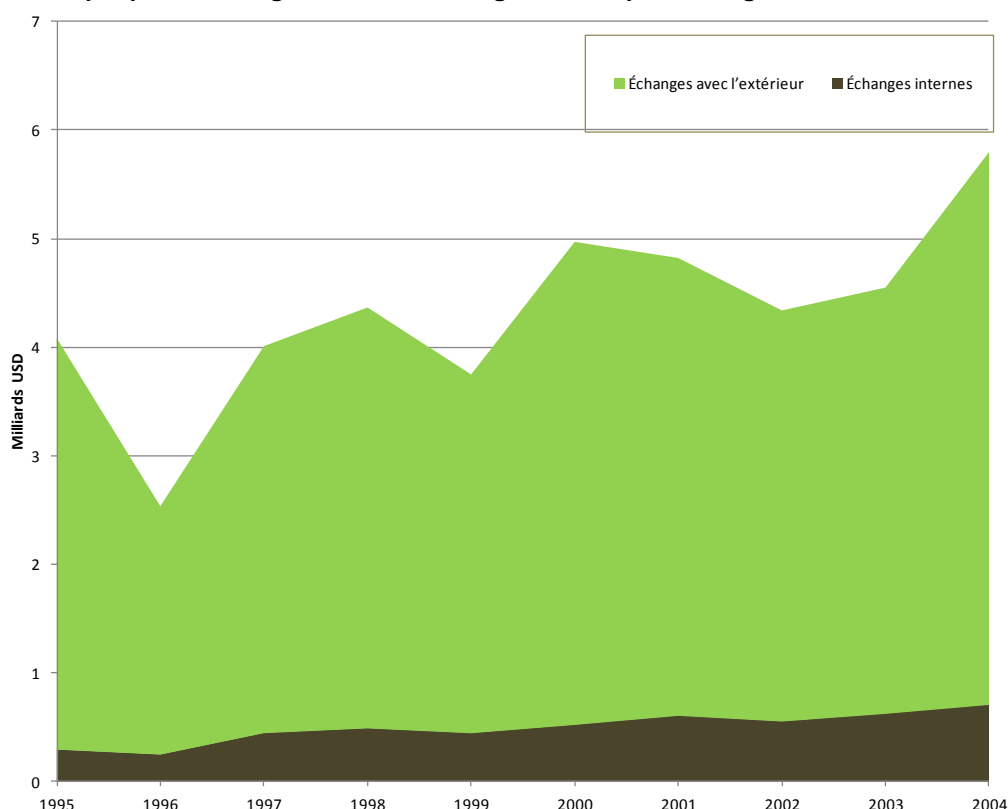
## **COMESA**

### ***Courants d'échanges***

Les échanges de produits agricoles des pays du COMESA ont augmenté pendant les dix années pour lesquelles on dispose de données pour un nombre important de pays membres, mais restent faibles par rapport à ceux des deux autres accords sud-sud examinés ici. Ces échanges restent irréguliers (graphique 3), peut-être en raison des contraintes d'approvisionnement rencontrées dans le secteur. Les échanges entre les membres ne représentaient que 7 % de l'ensemble des échanges de produits agricoles en 1995 et ont atteint leur niveau le plus élevé, 15 %, en 2005. Il s'agit d'un niveau faible par rapport à celui qui est enregistré dans le cadre de l'AFTA et du MERCOSUR ou d'autres ACR comme l'ALENA ou l'UE.

Les échanges à l'intérieur du COMESA concernent essentiellement des pays qui possèdent une frontière commune. En 2005, les échanges des dix premières paires de partenaires bilatéraux se sont effectués exclusivement entre des pays partageant une frontière commune ou entre des îles voisines. Cette situation permet de mettre l'accent sur deux problèmes que pose l'accroissement des échanges entre pays du COMESA : i) ces pays sont souvent difficiles d'accès en raison de leur enclavement et/ou du manque d'infrastructures entre les lieux d'échanges et ii) le passage des frontières est souvent très long, d'où des contraintes de temps rédhibitoires lorsque le transport des marchandises exige le franchissement de nombreuses frontières.

**Graphique 3. Échanges intra et extra-régionaux de produits agricoles du COMESA**



#### *Estimation du modèle gravitationnel*

Les résultats obtenus à partir du modèle au sujet du COMESA indiquent globalement une création d'échanges à l'intérieur de l'ACR et un certain effet de détournement des échanges au détriment des importations des pays situés en dehors de la région<sup>13</sup>. L'accord a entraîné une augmentation des échanges entre les pays du COMESA, comme le montre le coefficient positif et significatif de 0.266, de la variable COMESA<sub>ij</sub> dans la Spécification 1, Tableau A4.1, de l'appendice 4. Ce résultat est logique puisque le COMESA a mis en place une franchise totale de droits, pour tous les produits sans exception, entre les membres de la zone de libre-échange. Malgré ce large accès aux marchés de la zone de libre-échange du COMESA, la création d'échanges est faible par rapport aux coefficients correspondant aux échanges à l'intérieur de l'AFTA ou du MERCOSUR. (Ces coefficients, de .464 et .594 respectivement, indiquent une plus forte création d'échanges entre les membres de ces accords).

Le niveau relativement faible du coefficient de création d'échanges du COMESA par rapport aux autres accords sud-sud examinés peut s'expliquer de différentes manières. L'un des principaux facteurs est l'obstacle important que constituent pour les membres du COMESA la lenteur des formalités douanières et le manque d'infrastructures<sup>14</sup>. L'exportation de produits vers d'autres marchés présente pour de nombreux

13. L'appendice 4 fournit une analyse détaillée du modèle gravitationnel et en explique la structure. Les résultats examinés ici se réfèrent en général à un modèle gravitationnel comprenant les effets fixes par période, par pays et par produit et utilisant un modèle log-linéaire auquel on a appliqué la méthode des moindres carrés ordinaires (voir spécification 1, tableau A4.1 de l'appendice 4). En complément, l'appendice 5 présente une analyse des publications récentes dans laquelle les effets du COMESA sur les échanges ont été modélisés dans des modèles de type gravitationnel.

14. « Ce ne sont pas les droits de douane qui posent problème, mais le temps qu'il faut pour atteindre le marché » a fait remarquer un responsable du COMESA. Comme la plupart des postes frontières ne

pays africains de grandes difficultés. Il faut généralement deux à trois semaines pour transporter des marchandises par la route d'un pays du COMESA à un pays voisin ; à titre de comparaison, le trajet par bateau entre Durban et Londres, par exemple, dure trois semaines. Les obstacles aux échanges créés par les mesures de facilitation des échanges, les formalités douanières et les problèmes d'infrastructures sont peut-être plus importants que l'effet des droits de douane sur les courants d'échanges, d'où un faible coefficient de création d'échanges entre pays du COMESA par rapport aux autres accords sud-sud. Certains éléments du modèle confirment d'ailleurs cette constatation. Si l'on compare les variables indicatrices des paires de pays de la spécification 2 du modèle, ce qui devrait faire ressortir certains phénomènes (même de façon non explicite), comme le manque de moyens de transports efficaces entre les pays, la variable de création d'échanges du COMESA est plus forte. Par conséquent, si les spécificités des paires de pays sont prises en compte, l'effet de l'ACR est beaucoup plus sensible (voir spécification 2, Tableau A4.1, Appendice 4).

Le modèle indique aussi que les effets de l'accord sur les échanges avec les pays non membres sont eux aussi assez faibles. Les exportations des pays du COMESA en dehors de la région ont augmenté légèrement à la suite de la mise en place de l'ACR, et leurs importations de produits agricoles en provenance de pays tiers ont légèrement baissé. Le faible impact du COMESA sur les échanges des membres avec les non membres peut aussi être attribué à d'autres facteurs que l'existence de l'accord. Les résultats concernant l'impact sur les exportations des pays du COMESA vers des pays tiers dans le modèle préféré ne sont pas particulièrement fiables comparés à ceux de l'autre modèle, c'est-à-dire la spécification 2 du tableau A4.1 de l'appendice 4, qui inclut les effets fixes par paire de pays (tenant mieux compte de phénomènes tels que le manque d'infrastructures de transports et de logistique entre les paires de pays). Dans le modèle corrigé en fonction des effets fixes sur les paires de pays, les exportations des membres du COMESA à des pays tiers sont proches de zéro.

L'effet relativement peu sensible de l'ACR sur les échanges peut être dû à des obstacles plus fondamentaux comme les contraintes d'approvisionnement et la faiblesse des infrastructures. Les importations en provenance de pays non membres du COMESA ont baissé de 10 % en raison de l'accord selon la spécification du modèle préféré. Il est possible que la raison de l'évolution des échanges avec les pays tiers moins marquée que dans le cadre des autres ACR tienne aux difficultés rencontrées en général par les pays du COMESA pour accroître leurs exportations, sur le plan par exemple de la création d'économies d'échelle, du renforcement de la productivité, de l'accès matériel aux marchés ou de l'accès au crédit.

La moins grande solidité des résultats obtenus pour les pays du COMESA par rapport à ceux de l'AFTA par exemple, sont imputables à plusieurs facteurs, en particulier à la qualité des données. Les données concernant les pays du COMESA sont en effet relativement rares ; elles manquent même complètement dans certains pays pour certaines années. Compte tenu de l'insuffisance des infrastructures de communication, des problèmes de sécurité et d'autres problèmes d'ordre macroéconomique rencontrés par certains membres du COMESA, la qualité des données est sans doute inférieure à celle des données des autres ACR examinés ou des pays du groupe de contrôle (Australie, Canada, etc.).

Les travaux sur les effets du COMESA sont relativement moins nombreux que sur ceux de l'AFTA ou du MERCOSUR. En outre, les études qui existent sont souvent moins détaillées (se limitant par exemple à des données commerciales agrégées et non par produit) ou moins récentes (aucune des études

---

possèdent ni téléphone, ni fax, ni connexion Internet, les transporteurs doivent régulièrement parcourir jusqu'à 500 kilomètres pour aller chercher un document douanier ou obtenir un certificat. L'infrastructure nécessaire à des transports intérieurs efficaces manque également, et les liaisons routières entre les membres du COMESA sont souvent insuffisantes. Au Malawi par exemple, on estime que les coûts de transport représentent jusqu'à 60 % du prix de nombreux produits exportés.

prises en compte ne disposent de données couvrant plus d'une ou deux années depuis la mise en œuvre complète de l'accord) que l'analyse quantitative effectuée ici. Carrère (2003), qui offre de loin l'étude la plus intéressante, conclut à un effet peu sensible sur les échanges entre les membres du COMESA et sur leurs importations en provenance du reste du monde, et à un effet fortement négatif sur les exportations des pays du COMESA vers le reste du monde. Son analyse fait donc apparaître une diminution nette bien marquée des échanges des membres du COMESA par suite de leur adhésion à l'ACR. D'autres études constatent que l'accord se traduit par une importante création d'échanges et par un détournement des échanges, peu significatif à important selon les auteurs, faisant suite à la mise en place de la zone de libre-échange. Une étude consacrée aux effets du COMESA sur les importations de l'Ouganda entre 1994 et 2003, bien qu'elle ne soit pas strictement comparable aux résultats présentés ici, ne fournit pas beaucoup d'éléments permettant de conclure à la création ou au détournement des échanges (Mayda et Steinberg, 2006).

### ***Avantage comparatif révélé***

La spécialisation par produit des exportations des pays du COMESA est particulièrement forte en ce qui concerne les produits agricoles, qui constituent une part modeste des flux commerciaux mondiaux agricoles. Parmi les produits pour lesquels le COMESA détient un avantage comparatif important, beaucoup sont des produits tropicaux. Les pays du COMESA dispose d'un fort avantage comparatif révélé pour les produits suivants : thé, épices, tabac brut, sucre, café, riz, poisson, huile liquide et farine céréalière. Comme certains de ces produits sont exportés en petites quantités par d'autres pays du monde et qu'ils représentent un pourcentage important des exportations du COMESA, les coefficients d'avantage comparatif révélé sont très élevés (tableau 8).

De manière générale, l'avantage comparatif révélé des pays du COMESA n'a pas beaucoup changé à la création de la zone de libre-échange. Les produits pour lesquels ils possédaient un avantage comparatif révélé avant la mise en place de l'accord restent souvent les mêmes après.

### ***Résumé***

La section qui précède fournit une analyse quantitative des effets du COMESA sur les échanges de produits alimentaires et agricoles de ses membres et des pays tiers. Les principaux résultats des modèles gravitationnels, de l'analyse des avantages comparatifs révélés et d'autres analyses quantitatives peuvent être résumés comme suit :

- Le COMESA a permis de créer de nouveaux échanges au profit des membres de sa zone de libre-échange, moins nombreux cependant que les échanges créés par l'AFTA ou le MERCOSUR.
- Les exportations des pays du COMESA vers des pays tiers ont légèrement augmenté, et les importations en provenance de pays tiers légèrement baissé par suite de l'adoption de l'accord. Ces résultats ne sont cependant pas particulièrement fiables.
- Les échanges de produits agricoles à l'intérieur de la région du COMESA restent faibles, même s'ils progressent, et s'effectuent essentiellement entre des pays qui possèdent une frontière commune.
- Les pays du COMESA possèdent un avantage comparatif important dans le secteur des fruits tropicaux et d'autres produits qui ne représentent en général qu'une part modeste des marchés mondiaux. L'avantage comparatif révélé des pays du COMESA n'a pas beaucoup changé avec la création de la zone de libre-échange.

**Tableau 8. Avantage comparatif révélé des 10 premiers produits agricoles, COMESA, 1990 - 2004**

1990-92		1993-95		1999-2001		2002-04	
Thé	80.9	Thé	101.5	Thé	103.6	Thé	73.1
Tabac brut	66.7	Tabac brut	73.7	Tabac brut	77.6	Épices	42.1
Épices	35.2	Café	30.7	Épices	29.0	Tabac brut	41.3
Sucre	26.0	Épices	23.4	Café	25.9	Sucre	20.8
Café	19.1	Sucre	21.6	Sucre	20.7	Café	15.4
Fruits, en conserve	4.9	Farine céréalière	5.3	Oléagineux, huile liquide	14.7	Riz	14.7
Farine céréalière	4.3	Maïs	5.0	Riz	7.5	Poisson, préparé	9.8
Maïs	2.9	Fruit, en conserve	4.7	Légumes	5.4	Oléagineux, huile liquide	9.7
Margarine	2.5	Oléagineux, huile liquide	4.5	Poisson	5.2	Farine céréalière	9.0
Crustacés	2.4	Divers, céréales	4.2	Poisson, préparé	5.2	Poisson	6.3

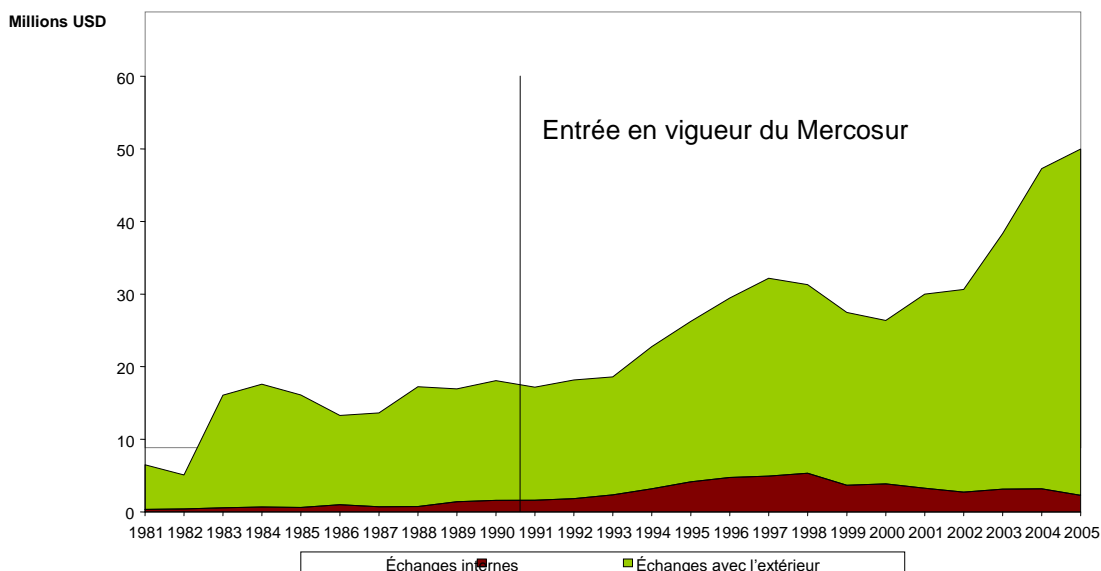
## MERCOSUR

### Courants d'échanges

On a vu dans la section III que le MERCOSUR n'absorbe pas une part importante des exportations de ses membres, les échanges internes ne représentant que 13 % de l'ensemble des échanges des pays de la région et 5 % seulement des exportations agricoles. Le graphique 4 ci-dessous montre les échanges de produits agricoles du MERCOSUR dans la zone de l'accord et avec le reste du monde.

En fait, les marchés extérieurs du MERCOSUR sont particulièrement diversifiés sur le plan géographique. La moitié environ de ses exportations sont destinées à la zone de l'OCDE. Bien que les marchés européens soient plus éloignés, l'UE-25 a absorbé 21 % des exportations du MERCOSUR contre 17 % dans le cas des États-Unis. Un peu plus de la moitié seulement des exportations du MERCOSUR sont destinées aux pays en développement et celles-ci sont absorbées à hauteur de 28 % par des pays d'Amérique latine (tableau 9).

**Graphique 4 : Échanges intra et extra-régionaux de produits agricoles du MERCOSUR**



Source : Système WITS.

**Tableau 9. MERCOSUR : exportations par destination, pourcentage du total des échanges**

	1981	1991	2001	2005
<b>OCDE</b>	40	61	52	49
dont				
UE-25	25	33	23	21
États-Unis	9	17	20	17
<b>Reste du monde</b>	60	39	48	51
dont				
Amérique latine	20	30	31	28
dont				
MERCOSUR	10	11	17	12
Groupe andin	4	4	4	5
Chili	2	4	5	5
Chine	1	2	4	6

Source : Système WITS.

Il ne faut pas conclure de ce qui précède qu'en dépit de l'intégration poussée décrite dans la section II, le MERCOSUR n'a eu qu'un effet négligeable sur les échanges. Compte tenu de tous les autres effets observés, il a eu un fort effet positif sur les courants d'échanges entre ses pays membres dans le secteur agroalimentaire.

### *Estimation du modèle gravitationnel*

Les résultats de toutes les spécifications du modèle gravitationnel convergent pour donner à penser que le MERCOSUR a eu un effet notable de création d'échanges dans les secteurs agricoles de la région<sup>15</sup>. Les coefficients d'estimation des échanges internes au MERCOSUR sont élevés et significatifs et s'échelonnent entre 0.59 et 1.117 (voir les coefficients de  $MERCOSUR_{ij}$  dans le tableau A.4 de l'appendice 4). Le scénario préféré du modèle fait apparaître un accroissement de 81 % des échanges agricoles entre les membres du MERCOSUR dû uniquement à l'accord, toutes choses égales par ailleurs. Parmi les trois accords examinés, cet effet de création d'échanges est le plus marqué. On en trouve un écho dans la plupart des publications. Bien que les modèles utilisés ne soient pas strictement comparables avec celui qui est estimé ici, ils donnent une idée générale de la solidité des résultats selon les spécifications, les périodes et les secteurs d'activité. Les estimations des effets probables de création d'échanges du MERCOSUR effectuées à l'aide de l'analyse des limites extrêmes se situent entre 1.39 et 2.78 (voir les estimations de Ghosh et Yamarik [2005] dans l'appendice 5). Bien que les estimations des modèles gravitationnels varient considérablement – coefficients compris entre « statistiquement non significatifs » et 2.28 – on a l'impression dans l'ensemble que les pays du MERCOSUR commercent sensiblement plus entre eux que si l'accord n'existait pas.

Ce résultat n'a rien de surprenant. La section II et l'appendice 3 donnent un aperçu général de la profonde intégration du MERCOSUR. Tous les échanges de produits agricoles effectués à l'intérieur de la zone sont exempts de droits de douane sauf dans le cas du sucre. Bien que les échanges entre les pays du MERCOSUR ne représentent pas une part importante de l'ensemble des échanges opérés dans la région, il ne fait pas de doute que les quatre pays membres commercent davantage entre eux du fait de l'accès réciproque aux marchés en franchise de droits dont ils bénéficient. La question qui se pose à propos de ce résultat est celle de savoir si le surcroît d'échanges observé entre les membres du MERCOSUR vient s'ajouter aux échanges effectués avec les pays extérieurs à la zone ou s'il se produit à leur détriment.

Les résultats découlant de la modélisation effectuée n'indiquent pas de détournement net d'échanges, bien que les différentes spécifications aboutissent à des résultats différents. Dans la spécification préférée du modèle (spécification 1, tableau A4.1, appendice 4), les importations des pays du MERCOSUR en provenance de pays extérieurs à la zone s'accroissent du fait de l'existence de l'ACR (le coefficient pour  $MERCOSUR_{iExpOut}$  est positif et significatif). Les autres spécifications du modèle gravitationnel (voir l'estimation de la probabilité maximum de Poisson dans la spécification 3) suggèrent que les membres du MERCOSUR importent moins de produits en provenance des pays tiers après la conclusion de l'ACR. Les résultats des études disponibles varient considérablement, les effets indiqués allant de négatifs à fortement positifs.

---

15. L'appendice 4 fournit une analyse détaillée du modèle gravitationnel et en explique la structure. Les résultats examinés ici se réfèrent en général à un modèle gravitationnel comprenant les effets fixes par période, par pays et par produit et utilisant un modèle log-linéaire auquel on a appliqué la méthode des moindres carrés ordinaires (voir spécification 1, tableau A4.1 de l'appendice 4). En complément, l'appendice 5 présente une analyse des publications récentes dans laquelle les effets du MERCOSUR sur les échanges ont été modélisés dans des modèles de type gravitationnel.

En ce qui concerne les exportations agricoles du MERCOSUR en dehors de la zone, l'effet potentiel de détournement des échanges est minimal. Le coefficient correspondant à *MERCOSUR<sub>i</sub>ExpIn* est négatif et significatif dans la spécification préférée du modèle, mais faible, indiquant un recul de 9 % des exportations de produits agricoles des pays du MERCOSUR vers les pays tiers. Les autres spécifications testées indiquent en outre un effet positif sur les exportations agricoles du MERCOSUR (voir la spécification 3 du tableau A4.1 à l'appendice 4). Les estimations de l'effet du MERCOSUR sur les exportations de ses membres sont également variables selon les publications, mais semblent être en baisse ces derniers temps, toutes choses égales par ailleurs.

On peut conclure de la grande diversité des résultats concernant le détournement d'échanges qu'il n'existe aucune indication solide de l'existence d'un important détournement des échanges en provenance de pays tiers. Toutefois, rien n'indique non plus de façon particulièrement solide, dans l'ensemble des spécifications du modèle et dans les travaux effectués, que les importations en provenance des pays tiers aient sensiblement augmenté, ce qui aurait pu être le cas si l'union douanière avait provoqué un accroissement des possibilités d'investissement et d'échanges en donnant accès à un marché plus vaste. Il n'en a cependant pas été ainsi, en pratique, dans le cas du MERCOSUR, du fait du double recouvrement du tarif extérieur commun (TEC). Les pays extérieurs à la région n'ont en effet pas pu bénéficier des possibilités commerciales accrues résultant de l'attrait présenté par une région intégrée pour les échanges et l'investissement en raison du double recouvrement du TEC – et cela se traduit dans les résultats du modèle de gravité par un effet peu solide sur les importations en provenance de pays extérieurs au MERCOSUR.

### ***Avantage comparatif révélé***

L'accord du MERCOSUR n'a pas eu d'effet important sur l'avantage comparatif des produits alimentaires et agricoles exportés par les pays signataires. Les pays du MERCOSUR, considérés globalement, jouissent pour l'essentiel d'un avantage comparatif similaire pour l'exportation de divers produits agricoles tels que les oléagineux, la viande de bœuf et en conserve, le tabac, le café, le sucre et le miel ainsi que les jus de fruits et les préparations à base de fruits (tableau 10).

Quelques produits ont vu leur avantage comparatif diminuer. Les pays du MERCOSUR jouissaient par exemple d'un important avantage comparatif pour le cacao avant la conclusion de l'accord. À la fin des années 80, le Brésil était très compétitif sur le marché du cacao mais ce n'était plus le cas en 1995.

Inversement, les pays du MERCOSUR ont vu leur avantage comparatif augmenter pour quelques produits au cours de la dernière décennie. Leur avantage comparatif pour les exportations de margarine, par exemple, a considérablement augmenté au point que ce produit est devenu celui pour lequel la région jouit du plus fort avantage comparatif. Il est principalement exporté par l'Argentine. Ce phénomène ne peut toutefois pas être attribué à l'existence de l'accord du MERCOSUR puisqu'il a été observé en 1991, soit un an avant la signature de l'accord.

Comme le montre la section II, la grande majorité des échanges de la région du MERCOSUR s'effectue entre l'Argentine et le Brésil. Cependant, les deux pays possèdent un avantage comparatif révélé qui porte dans l'ensemble sur les mêmes produits. Le tableau 11 ci-dessous indique en caractères gras tous les produits pour lesquels ces deux pays jouissaient d'un avantage comparatif en 2004 (c'est-à-dire d'un avantage comparatif révélé supérieur à l'unité).



**Tableau 10. Avantage comparatif révélé pour les produits agricoles à l'intérieur du MERCOSUR**

	<b>1988</b>		<b>1995</b>		<b>2001</b>		<b>2004</b>
Café	7.20	Margarine	12.25	Margarine	9.31	Margarine	7.62
Viande en conserve	5.87	Huile végétale liquide	4.90	Huile végétale liquide	3.93	Huile végétale liquide	3.84
Huile végétale liquide	5.51	Café	4.76	Café	3.66	Sucre/miel	3.47
Prép. à base de fruits	4.21	Sucre/miel	3.65	Sucre/miel	3.61	Coffee	3.10
Cacao	3.77	Tabac brut	3.28	Oléagineux liquides	3.10	Oléagineux liquides	3.06
Tabac brut	3.13	Viande en conserve, nda	3.16	Tabac brut	3.00	Tabac brut	2.91
Aliments pour animaux	2.95	Jus de fruits/lég.	3.14	Jus de fruits/lég.	2.91	Aliments pour animaux	2.63
Sucre/miel	2.15	Aliments pour animaux	2.41	Aliments pour animaux	2.70	Viande bovine	2.48
Fibres végétales	2.01	Oléagineux liquides	1.65	Maïs	1.93	Jus de fruits/lég.	2.42
Oléagineux liquides	1.80	Viande bovine	1.35	Viande en conserve, nda	1.50	Viande en conserve, nda	1.54
Céréales, nda	1.41			Viande, nda	1.16	Viande, nda	1.47
Viande bovine	1.34			Viande bovine	1.10	Maïs	1.45
Coton	1.03						
Épices	1.02						

NB.Seuls figurent ici les produits pour lesquels le MERCOSUR jouit d'un avantage comparatif révélé (avantage comparatif révélé supérieur à l'unité). L'avantage comparatif révélé des pays du MERCOSUR est calculé à l'aide des exportations des quatre membres du MERCOSUR considérés globalement.

Source : Calculs de l'auteur ; données sur les courants d'échanges tirées du système WITS

**Tableau 11. Argentine et Brésil : avantage comparatif révélé, 2004**

Argentine			Brésil		
	Code produit	Avantage comparatif		Code produit	Avantage comparatif
Produits laitiers sauf beurre et fromage	22	1.05	Conserves de viandes ou d'abats	17	1.82
Conserves de viandes ou d'abats	17	1.10	Aliments pour animaux sauf céréales non moulues	81	1.98
Jus de fruits et de légumes	59	1.23	Viande bovine fraîche, réfrigérée ou congelée	11	1.98
Blé ou méteil	41	1.25	Margarine	91	2.16
Viande bovine fraîche, réfrigérée ou congelée	11	1.48	Huile/graisse végétale, douce	421	2.22
Oléagineux – huile douce	222	2.40	Viande, non dénommée ailleurs	12	2.30
Maïs à l'exception du maïs doux	44	2.81	Jus de fruits et de légumes	59	3.32
Aliments pour animaux sauf céréales non moulues	81	4.18	Oléagineux – huile liquide	222	3.48
Huile/graisse végétale liquide	421	7.35	Tabac, brut et déchets	121	4.34
Margarine	91	18.5	Cacao	71	5.15
			Sucre, mélasses, miel	61	5.27

*Note* : Les noms de produits indiqués en caractères gras sont ceux pour lesquels l'Argentine et le Brésil jouissent d'un avantage comparatif (c'est-à-dire pour lesquels l'avantage comparatif révélé est supérieur à l'unité).

*Source* : Système WITS

Les deux premiers pays exportateurs du MERCOSUR jouissent d'un avantage comparatif pour l'exportation des mêmes produits agricoles. En 2004, l'Argentine et le Brésil bénéficiaient d'un avantage comparatif pour l'exportation des sept mêmes produits, chacun jouissant d'un avantage comparatif pour l'exportation de trois (Argentine) ou quatre autres produits (Brésil). L'Argentine et le Brésil bénéficient tous les deux d'un avantage comparatif pour les oléagineux à l'origine des huiles liquides<sup>16</sup>, les jus de fruits et de légumes, la margarine, la viande de bœuf et la viande en conserve et les aliments pour animaux. L'Argentine jouit également d'un avantage comparatif pour les céréales (blé et maïs) et les produits laitiers (en dehors du beurre et du fromage). Le Brésil jouit d'un avantage comparatif supplémentaire pour des produits tropicaux comme le tabac, le cacao et le sucre.

Le fait que l'Argentine et le Brésil jouissent d'un avantage comparatif pour des produits similaires pourrait avoir trois effets possibles en rapport avec la création de la zone de libre-échange. Premièrement, ces deux pays pourraient éviter de commercer entre eux du fait que la structure de leurs avantages comparatifs est analogue. C'est en partie le cas puisque les échanges à l'intérieur du MERCOSUR sont faibles par rapport à ce que l'on observe pour d'autres ACR, comme on l'a vu dans la section II. Un

16. L'avantage comparatif de l'Argentine en matière d'oléagineux servant à la production d'huile liquide pourrait en fait résulter de la taxe différentielle d'exportation qui s'applique aux oléagineux bruts et qui a pour effet de subventionner l'huile transformée et les autres produits fabriqués à partir d'oléagineux. D'autres informations figurent à ce sujet à l'appendice 3.

deuxième effet possible pourrait être un accroissement des échanges « intra-branche » avec une intégration plus poussée le long des chaînes de production dans le cas des produits pour lesquels les deux pays bénéficient d'un avantage comparatif. Troisièmement, les pays du MERCOSUR pourraient échanger entre eux les produits pour lesquels ils ne jouissent pas d'un net avantage comparatif et réserver les produits pour lesquels leurs exportateurs bénéficient vraiment d'un avantage comparatif aux échanges effectués avec des partenaires commerciaux extérieurs à la zone (c'est-à-dire aux échanges non préférentiels).

Les analyses montrent que les pays du MERCOSUR échangent entre eux beaucoup de biens pour lesquels ils ne jouissent pas d'un avantage comparatif et qu'ils échangent avec les pays extérieurs à la région des biens pour lesquels ils bénéficient d'un avantage comparatif. En 1988, 62 % des échanges à l'intérieur du MERCOSUR portaient sur des produits pour lesquels les pays membres jouissaient d'un avantage comparatif. En 2004, ce pourcentage est tombé à 37 %. Donc, cette année-là, 63 % des échanges internes au MERCOSUR ont concerné des produits pour lesquels les deux plus grands pays membres, l'Argentine et le Brésil, ne bénéficiaient pas d'un avantage comparatif. Si l'on considère uniquement le Brésil, on observe une situation analogue. En 1988, 23 % des exportations du Brésil vers les pays du MERCOSUR portaient sur des produits pour lesquels ni le Brésil ni l'Argentine ne jouissent d'un avantage comparatif. En 2004, ce pourcentage est passé à 60 %.

Ces indicateurs impliquent que les échanges effectués au sein du MERCOSUR portent principalement sur des produits pour lesquels les pays qui commercent le plus ne bénéficient pas d'un avantage comparatif. Il pourrait y avoir deux raisons à cela : 1) les producteurs non efficaces sont protégés au sein de la zone et exportent donc surtout vers les pays qui la composent, ou 2) les marchés des partenaires commerciaux sont fermés à l'importation de biens pour lesquels les pays du MERCOSUR pourraient entrer en concurrence si les conditions de celle-ci étaient plus équitables. Il est évident que les producteurs de la région MERCOSUR sont protégés par rapport à leurs concurrents extérieurs à la zone puisqu'ils peuvent accéder en franchise de droits aux marchés des différents pays membres alors que le tarif extérieur commun s'applique aux importations en provenance de pays tiers. Il est facile de vérifier la deuxième affirmation en examinant les niveaux des droits de douane appliqués par les partenaires du MERCOSUR aux biens qui font l'objet d'échanges importants *entre eux*.

Le tableau 12 indique le niveau des droits de douane prélevés par les pays non membres sur les produits que les membres du MERCOSUR exportent massivement à l'intérieur de la zone mais peu en dehors. L'hypothèse est que les pays du MERCOSUR exportent ces produits vers leurs partenaires de la zone essentiellement parce que les marchés extérieurs à la région leur sont fermés. Les droits de douane applicables aux trois principaux produits qui entrent dans cette catégorie, c'est-à-dire les produits qui figurent parmi les cinq premières exportations agricoles effectuées au sein du MERCOSUR mais pour lesquels ses pays membres ne jouissent pas d'un avantage comparatif pour les exporter hors de la région, sont indiqués ci-dessous pour les sept premiers marchés extérieurs du MERCOSUR. Ces droits de douane s'échelonnent entre 8.5 et 28.3 % (moyenne simple) avec un niveau maximal compris entre 20 et 176 % pour les produits laitiers à l'exclusion du beurre et du fromage. Les droits de douane applicables au riz sont compris entre 2 et 68 % (2 % et un taux maximal de 100 %) et pourraient même être plus élevés si l'on prenait dûment en considération les droits spécifiques ainsi que les régimes particuliers prévus pour les importations de riz. La farine de céréales est frappée de droits de douane compris, en moyenne, entre 4 et 114.4 % et dont les niveaux maximums se situent entre 15 et 800 %.

Tableau 12. Taux de droits sur trois produits du MERCOSUR par principaux partenaires commerciaux, 2004

	Moyenne simple des droits NPF	Taux de droits maximal
<b>Produits laitiers (sauf beurre et fromage)</b>		
Chine	14.3	20
Égypte	10.8	32
Iran	28.3	50
Japon	24.6	35
Corée	76.4	176
Arabie Saoudite	8.5	25
États-Unis	16.6	20
<b>Riz</b>		
Chine	68.0	68
Égypte	2.0	2
Iran	52.0	100
Japon	0.0	0
Corée	5.0	5
Arabie Saoudite	0.0	0
États-Unis	11.2	11
<b>Farine de céréales</b>		
Chine	23.5	68
Égypte	26.4	32
Iran	45.6	70
Japon	15.7	34
Corée	114.4	800
Arabie Saoudite	8.1	20
États-Unis	4.0	15

Source : système WITS

Les droits de douane prélevés par les pays tiers sur les produits que les pays du MERCOSUR échangent en grande partie entre eux peuvent donc constituer un obstacle à leur exportation en dehors de la zone. De plus, lorsqu'ils sont échangés à l'intérieur de la zone, ces produits entrent potentiellement en concurrence avec des produits importés de l'extérieur et soumis au tarif extérieur commun du MERCOSUR. Celui-ci est relativement élevé pour les trois produits mentionnés – le niveau moyen des droits étant, respectivement, de 17, 11 et 16.5 % pour les produits laitiers, le riz et la farine de céréales avec des niveaux maximums respectifs de 27, 18 et 19.5 %. Le coût d'opportunité de l'exportation de ces produits vers des pays extérieurs à la région est donc susceptible d'atteindre un niveau élevé.

## Résumé

Cette section a offert une analyse quantitative de l'effet du MERCOSUR sur les échanges agricoles de ses membres et des non-membres. On peut résumer comme suit les principaux résultats des modèles gravitationnels et de l'analyse de l'avantage comparatif révélé :

- Le MERCOSUR a eu un fort effet de création d'échanges sur ses membres.
- Il n'est pas possible d'affirmer avec certitude que des échanges ont été détournés au détriment des pays tiers, ni que les échanges à l'extérieur de la région se sont intensifiés sous l'effet du MERCOSUR.
- Les changements observés dans la composition par produits des exportations du MERCOSUR, par rapport aux autres pays, ne peuvent être imputés que pour une faible part à l'adhésion au MERCOSUR.
- L'Argentine et le Brésil, les deux plus grands pays membres du MERCOSUR, jouissent d'avantages comparatifs similaires pour leurs exportations agricoles.
- Depuis la création du MERCOSUR, l'Argentine et le Brésil échangent de plus en plus de produits pour lesquels ils pâtissent d'un *désavantage* comparatif. Près des deux tiers des échanges internes au MERCOSUR portent sur des produits pour lesquels l'Argentine et le Brésil enregistrent un désavantage comparatif par rapport au reste du monde.
- Il ressort de ce qui précède que l'Argentine et le Brésil exportent vers les pays extérieurs à la région des produits différents de ceux qu'ils s'échangent entre eux. Cela tient en partie aux droits de douane élevés applicables à leurs produits sur les marchés de leurs principaux partenaires commerciaux ainsi qu'à la protection que leur assure le tarif extérieur commun du MERCOSUR dans la zone couverte par l'accord.

## IV. CONSÉQUENCES

L'analyse qui précède de l'AFTA, du COMESA et du MERCOSUR a mis en lumière certaines caractéristiques fondamentales des ACR entre pays du sud et leurs effets sur les échanges de produits agricoles. Quelques études de cas ne permettent pas de tirer de conclusions générales sur les effets des ACR sur les échanges mais elles laissent entrevoir des aspects intéressants qui peuvent mériter un examen et une vérification plus poussés. Certaines des conséquences à tirer de ces études de cas sont exposées ci-dessous.

*Tous les ACR examinés dans le présent document sont créateurs d'échanges.* Cela n'a rien de surprenant : lorsque les obstacles aux échanges sont sensiblement réduits au sein d'un groupe de pays, les échanges agricoles augmentent. Il convient toutefois de préciser que cela n'est pas nécessairement le cas pour d'autres ACR moins ambitieux ou moins efficaces.

*L'intensité de l'intégration dans le cadre de l'accord est important pour le niveau de création d'échanges atteint.* Dans toutes les simulations du modèle effectuées pour la présente analyse, l'effet du MERCOSUR sur les échanges agricoles de ses membres est beaucoup plus marqué que celui de l'AFTA et du COMESA. Cette situation s'explique peut-être par le fait que l'accord du MERCOSUR a permis à ses pays membres d'opérer une intégration beaucoup plus poussée et sur une période plus longue que l'AFTA et le COMESA.

La participation à un ACR ne semble pas en mesure de permettre à elle seule de surmonter d'autres obstacles matériels ou économiques aux échanges. Le COMESA, malgré l'accès en franchise qu'il offre à tous les membres de la zone de libre-échange pour tous les produits, a créé moins d'échanges nouveaux au bénéfice de ses membres que d'autres accords comme l'AFTA. Cette situation est imputable de toute évidence à la faible complémentarité des ressources naturelles, à la taille relativement modeste des marchés du COMESA et à des contraintes de capacité. Le manque d'infrastructures de base, notamment de transports et de communication, fait aussi obstacle à la création d'échanges.

Les déterminants fondamentaux des échanges, comme la structure des exportations par exemple, qui reposent sur les dotations en facteurs, évoluent peu. L'Argentine et le Brésil sont de gros exportateurs de produits agricoles en raison de leur géographie et de leur dotation en facteurs. La structure de leurs exportations agricoles est similaire et ils jouissent d'un avantage comparatif pour l'exportation de nombreux produits semblables. C'est particulièrement frappant dans le secteur agricole. Peut-être faut-il en conclure que les possibilités de création d'échanges sont moindres dans le cadre d'ACR comme le MERCOSUR, dont les membres possèdent des dotations en facteurs similaires.

*Il n'existe pas de preuves certaines que les ACR détournent les échanges au détriment des pays tiers.* Le risque que présente un ACR pour les partenaires commerciaux qui en sont exclus est un détournement de leurs échanges avec les pays membres de l'accord, et particulièrement de leurs exportations vers ces pays, au profit des autres parties à l'accord. Les indications fournies par les trois études de cas à cet égard sont mitigées, y compris en fonction des spécifications du modèle utilisées. L'AFTA est par exemple fortement créateur net d'échanges, c'est-à-dire que les échanges créés avec les pays extérieurs à l'accord sont supérieurs à ceux qui ont été perdus. L'analyse faite par Viner de la création ou de la distorsion des échanges explique en partie l'évolution des structures commerciales mais les distorsions résultant des ACR doivent être mises en regard de celles qui existent dans la situation de départ, c'est-à-dire en dehors de l'ACR en question.

*Les coûts commerciaux importants dans les échanges agricoles.* Malgré la baisse des coûts du transport et la miniaturisation de certains produits, les coûts commerciaux continuent d'influer sur les courants d'échanges. Ils jouent peut-être un rôle encore plus grand sur les marchés agricoles que pour les échanges d'autres biens ; en tout état de cause, leur rôle est relativement mineur dans le secteur des services. On constate en fait que les variables indicatrices utilisées ici pour représenter les coûts commerciaux, à savoir la distance, la facilité d'accès au littoral, et l'obligation de franchir plusieurs frontières, constituent toutes d'importants obstacles aux échanges.

La structure passée des échanges et les liens économiques traditionnels sont aussi d'importants déterminants des flux commerciaux. On a vu que les pays parties à l'AFTA échangent déjà davantage de produits agricoles que d'autres pays avec la Chine et l'Inde, deux grands marchés de la région (en pourcentage de l'ensemble de leurs échanges). Il sera intéressant de voir si, une fois en place, les accords bilatéraux avec ces deux pays, permettent d'accentuer cette tendance, sachant que les échanges avec les grands pays partenaires de la région sont déjà très importants par rapport à leur position dans le monde.

Dans certains cas, les ACR peuvent maintenir les exportations en provenance des pays qui ne sont pas forcément les plus concurrentiels au niveau mondial mais c'est ce que font aussi les taux de droits NPF élevés au niveau mondial. L'Argentine et le Brésil échangent de plus en plus entre eux des biens pour lesquels ils pâtissent d'un désavantage comparatif, d'après les résultats de l'étude sur les avantages comparatifs révélés. Cela peut tenir en partie au fait que les producteurs moins concurrentiels sont protégés des marchés mondiaux par les droits de douane élevés du MERCOSUR. Mais cela peut aussi être dû aux droits de douane élevés, parfois prohibitifs, appliqués sur les marchés d'exportation potentiels en dehors de la région. Cela peut aussi s'expliquer par les caractéristiques des marchés, les préférences des consommateurs, les obstacles physiques (distances par exemple).

*Certains des obstacles aux échanges les plus profondément ancrés sont toujours présents dans les ACR.* Il arrive que les questions les plus sensibles, comme celle des subventions, ne soient pas traitées au niveau régional. Ainsi, la taxe à l'exportation appliquée par l'Argentine sur certains produits transformés a créé des distorsions des échanges de produits agricoles transformés malgré le niveau élevé d'intégration du MERCOSUR. Les instruments des politiques commerciales que les groupes de pression nationaux appuient le plus fermement ne peuvent être réduits ou éliminés qu'au niveau multilatéral.

L'analyse qui précède est compatible avec l'idée que les ACR peuvent renforcer le système multilatéral par exemple en mettant en place un système de libéralisation progressive des échanges et en allant au-delà des règles de l'OMC. Les pays membres d'un ACR commercent davantage : la création d'échanges existe dans le cadre d'ACR effectivement mis en œuvre. Mais la conclusion et la mise en œuvre d'ACR ne pourront se substituer à une libéralisation multilatérale : certaines régions ne disposent pas de dotations naturelles suffisamment complémentaires, en particulier en matière de produits agricoles, pour bénéficier pleinement d'une libéralisation au niveau régional. L'analyse fournie dans ce document est centrée sur les effets de plusieurs accords sud-sud sur les échanges entre leurs membres ainsi qu'avec des pays tiers dans le secteur agricole. Il serait profitable de l'élargir à d'autres secteurs que l'agriculture, ou à des accords nord-sud, pour vérifier si les tendances observées se confirment. En particulier, il est intéressant de comprendre si des pays situés à différents niveaux de développement (participant à des accords nord-sud), tirent les mêmes avantages de la création d'échanges, et dans quelle mesure il se produit un détournement des échanges au détriment de partenaires qui se trouvent au même niveau de développement. Il sera utile également de confirmer les résultats obtenus ici, en vérifiant notamment que les catégories de marchandises exportées par les membres d'un ACR évoluent peu, en élargissant l'analyse à d'autres secteurs que l'agriculture.

## BIBLIOGRAPHIE

- Baier, Scott L. et Jeffrey H. Bergstrand (2007) *Do free trade agreements actually increase members' international trade?* Journal of International Economics no. 71, pp. 72-95.
- Baldwin, R. (2006) *The Euro's Trade Effect*, document de travail de la Banque centrale européenne, série 594, mars.
- Baldwin, R. et Daria Taglioni (2006) *Gravity for Dummies and Dummies for Gravity Equations*, NBER Working paper 12516, septembre 2006.
- Banque mondiale (2005), Indicateurs du développement dans le monde, <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/DATASTATISTICS/0,,contentMDK:20899413~pagePK:64133150~piPK:64133175~theSitePK:239419,00.html>.
- Banque mondiale et CNUCED, World Integrated Trade Solution, <http://wits.worldbank.org/>.
- Berlinski, Julio, H. Kume, M. Vaillant, A. Ons et C. Romero (2006) *Proteccion Efectiva y Costos de la Proteccion. Instituciones Miembros de la Red-MERCOSUR*, Buenos Aires, Argentine
- Berlinski, J., M. Vaillant, P. Miranda, A. Ons et C. Romero (2006) *Aranceles A Las Importaciones: El Camino Al Arancel Externo Comun. Instituciones Miembros de la Red-MERCOSUR*, Buenos Aires, Argentine.
- BID (2006) MERCOSUR Report n°10, Institute for the Integration of Latin America and the Caribbean (INTAL), février.
- Carrère, C. (2003) *African Regional Agreements: Their Impact on Trade with or without Currency Unions*, document de travail E2003.11 du Centre d'études et de recherches sur le développement international (CERDI), septembre.
- Carrère, C. (2006) *Revisiting the Effects of Regional Trade Agreements on Trade Flows with Proper Specification of the Gravity Model*, European Economic Review, 50, pp. 223-247.
- Cernat, L. (2001) *Assessing Regional Trade Agreements: Are South-South RTAs More Trade Diverting?* Global Economy Quarterly, 2(3), pp. 235-259.
- COMESA (2007), COMESA in Brief, [http://www.comesa.int/about/Multi-language\\_content.2007-06-14.1154/view](http://www.comesa.int/about/Multi-language_content.2007-06-14.1154/view), avril.
- Dee, Philippa (2006) *East Asian Economic Integration and its Impact on Future Growth*, The World Economy.
- Elliot, R. et K. Ikemoto (2004) *AFTA and the Asian Crisis: Help or Hindrance to ASEAN Intra-Regional Trade?* Asian Economic Journal, 18(1), pp. 1-10.
- Federal Reserve Bank of San Francisco (2002) *Argentina's Currency Crisis: Lessons for Asia*, FRBSF Economic Letter, 23 août.
- Gaulier, G., S. Jean et D. Ünal-Kesenci (2004) *Regionalism and the Regionalisation of International Trade*, document de travail n° 2004-16 du Centre d'études et de recherches sur le développement international (CERDI), novembre.
- Gbetnkom, Daniel (2006) *Market Implications of COMESA's Accession to the Free Trade Area; A Gravitational Investigation*, Journal of African Development, volume 1, number 1, printemps 2006.
- Ghosh, S. et S. Yamarik (2004) *Are Regional Trade Agreements Trade Creating? An Application of Extreme Bounds Analysis*, Journal of International Economics, 63(2), pp. 369-395.
- Ghosh, S. et S. Yamarik (2005) *A Sensitivity Analysis of the Gravity Model*, International Trade Journal, 19(1), pp. 83-126.
- Gilbert, J., R. Scollay et B. Bora (2001) *Assessing Regional Trading Arrangements in the Asia-Pacific*, Policy Issues in International Trade and Commodities Study Series n° 15, CNUCED, Nations unies, Genève.
- Hafez, Zakir (2004) The Dimensions of Regional Trade Integration in Southeast Asia, Transnational Publishers.
- Hufbauer, Gary et Jeffrey Schott (2007) *Fitting Asia-Pacific Agreements into the WTO System*, document présenté à la conférence de l'OMC intitulée « Multilatéraliser le régionalisme », Genève, 10-12 septembre 2007.



- Katayama, H. et M. Melatos (2006) *Currency Unions Cannot Defy Gravity – Mind the Curves and (Slippery) Slopes*, document non publié.
- Koo, W., Kennedy, P.L. et A. Skripnitchenko (2006) *Regional Preferential Trade Agreements: Trade Creation and diversion Effects*, Review of Agricultural Economics, 28(3), pp. 408-415.
- Lee, J-W, et I. Park (2005) *Free Trade Areas in East Asia: Discriminatory or Non-Discriminatory?* World Economy, 28(1), pp. 21-48.
- Linders, G.-J. et H. L.F. de Groot (2006), *Estimation of the Gravity Equation in the Presence of Zero Flows*, Tinbergen Institute Discussion Paper TI 2006-072/3, Amsterdam.
- Mayda, Anna Maria et Chad Steinberg (2006) *Do South-South Trade Agreements Increase Trade? Commodity-Level Evidence from COMESA*, IMF Working Paper 07/40, mai 2006.
- Mayer, T. et S. Zignago (2005) *Market Access in Global and Regional Trade*, document de travail n° 2005 – 2 du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII), janvier 2005.
- MERCOSUR (2006) Protocolo de Adesão da República Bolivariana da Venezuela ao Mercosul, [http://www.mercosur.int/msweb/SM/Noticias/pt/Top\\_Venezuela\\_pt.html](http://www.mercosur.int/msweb/SM/Noticias/pt/Top_Venezuela_pt.html) .
- Musila, Jacob Wanjala (2005) *The intensity of Trade Creation and Trade Diversion in COMESA, ECCAS and ECOWAS: A Comparative Analysis*, Journal of African Economies, Vol. 14, no. 1, pp. 117-141.
- OCDE (2001), *Intégration régionale : effets commerciaux et autres effets observés*, document TD/TC/WP(2001)19/FINAL, 19 octobre 2001.
- OCDE (2004) *Regional trading arrangements and the multilateral trading system: Agriculture*, COM/TD/AGR/WP(2004)9/FINAL.
- OCDE (2006), *Drawing Quantitative and Policy Implications for Agriculture from Regionalism: A scoping paper*, COM/AGR/TD/WP(2005)14/REV1, 7 avril 2006.
- Rojid, Sawkut (2006) *COMESA trade potential: a gravity approach*, Applied Economics Letters no. 13 pp. 947-951.
- Santos Silva, J.M.C et S. Tenreyro (2006), *The Log of Gravity*, Review of Economics and Statistics, à paraître.
- Sally, Razeen (2006) *FTAs and the Prospects for Regional Integration in Asia*, European Centre for International Political Economy, document de travail 01/2006, Bruxelles.
- Sen, Rahul (2006) *“New Regionalism” in Asia: A Comparative Analysis of Emerging Regional and Bilateral Trading Agreements involving ASEAN, China and India*, Journal of World Trade,
- Soloaga, I. et A.L. Winters (2000) *Regionalism in the Nineties: What Effects on Trade?* North American Journal of Economics and Finance, 12(1), pp. 1-29.
- Tang, D. (2005) *Effect of Regional Trading Arrangements on Trade: Evidence from NAFTA, ANZCER and ASEAN Countries, 1989-2000*, Journal of International Trade and Economic Development, 14(2), pp. 241-265.
- Yang, Yongzheng et Sanjeev Gupta (2005), *Regional Trade Arrangements in Africa: Past Performance and the Way Forward*, IMF Working Paper 05/36, février 2005.
- Yeats, A. (1998) *Does MERCOSUR's Trade Performance Raise Concerns about the Effect of Regional Trade Arrangements?* The World Bank Economic Review, vol. 12, n°1, pp. 1-28.

## **Appendice 1.**

### **Dispositions et mise en œuvre de l'AFTA**

Dans cet appendice, nous examinons les dispositions de l'accord sur la zone de libre-échange de l'ANASE (AFTA) et analysons sa mise en œuvre pour établir le degré d'intégration atteint entre les parties à cet accord commercial régional.

L'instauration de la zone de libre-échange de l'ANASE a été décidée, en janvier 1992, par tous les pays membres de l'ANASE (Association des nations de l'Asie du Sud-Est), un quart de siècle après la constitution de ce groupe de pays. Plusieurs faits ont incité ceux-ci à conclure l'accord commercial régional (Hafez, 2004) :

- Ils souhaitaient vivement établir une coopération plus étroite et plus structurée entre eux à l'issue de la guerre froide et du conflit cambodgien.
- Les négociations du Cycle d'Uruguay risquaient d'échouer et le régionalisme se faisait jour ailleurs avec notamment l'intégration imminente du marché commun européen en 1993 et la préparation de l'ALENA. En outre, les membres de l'ANASE qui étaient également membres de l'APEC (Coopération économique de la zone Asie-Pacifique) craignaient que le programme d'action de cette instance régionale ne soit fortement influencé par ses membres économiquement plus importants comme la Chine, le Japon et les États-Unis.
- Les pays de l'ANASE ont pris conscience des effets positifs potentiels de la libéralisation des échanges pendant les années 80 et 90. Cela a été renforcé par un accroissement des investissements étrangers sur leur territoire. Entre 1987 et 1991, l'Asie du Sud-Est a reçu plus de 42 milliards de dollars des États-Unis d'investissements directs étrangers en provenance principalement du Japon, suivi des États-Unis et de l'Union européenne (Hafez, 2004). La structure des échanges entre les membres de l'ANASE s'est également modifiée au cours de la décennie précédant la conclusion de l'accord de libre-échange. En 1980, 28 % des échanges effectués au sein de l'ANASE portaient sur des biens manufacturés. En 1990, ces derniers représentaient 61 % des échanges internes de l'ANASE (indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale).
- Les dirigeants des pays de l'ANASE se sont déclarés préoccupés par le risque d'un détournement des échanges et de l'investissement direct étranger (IDE) au profit de la Chine. La zone de libre-échange pouvait offrir un marché dynamique plus vaste pour attirer l'IDE et intensifier ainsi les flux commerciaux tant avec les pays de l'OCDE qu'avec la Chine.

Les membres de l'ANASE ont conclu l'AFTA afin d'instaurer une zone de libre-échange en 2008 au plus tard. À l'origine, les pays signataires étaient le Brunei, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande (ANASE-6). Le Vietnam les a rejoints en 1995 puis le Laos et le Myanmar en 1997 et le Cambodge en 1999. Ces quatre pays ont été tenus de participer à la zone de libre-échange pour pouvoir adhérer à l'ANASE mais de plus longs délais leur ont été accordés pour la mise en œuvre de l'accord commercial préférentiel.

## ***Libéralisation tarifaire***

Le tarif préférentiel effectif commun (CEPT) est le principal mécanisme par lequel les pays signataires de l'AFTA ont décidé d'ouvrir réciproquement leurs marchés. La réduction progressive des droits de douane frappant les marchandises en provenance des autres pays signataires a été appliquée en premier lieu aux biens manufacturés et aux produits agricoles transformés en autorisant l'exclusion de certains produits. Le CEPT a été étendu aux produits agricoles non transformés en 1996. Les produits soumis au CEPT étaient ceux qui étaient produits ou assemblés à hauteur d'au moins 40 % de leur valeur ajoutée dans les pays de l'ANASE. L'accord initial prévoyait la levée de certains obstacles non tarifaires et instaurait des mesures de sauvegarde ainsi qu'un processus de consultation en cas de différend.

L'accord initial prévoyait que l'octroi de l'accès préférentiel à leur marché par les signataires de l'AFTA s'étalerait sur une période de quinze ans. Dans le cadre de la « procédure normale », les droits de douane dépassant 20 % en 1992 devaient être ramenés à 20 %, 15 % et 10 % respectivement, en 2001, 2003 et 2005, au plus tard, et à un niveau compris entre 0 et 5 % d'ici 2007. En fait, les réductions tarifaires ont été accélérées suite à une décision prise à la 26ème réunion des ministres de l'économie de l'ANASE en 1994. Les ministres ont alors décidé que, dans le cadre de la procédure normale, les droits de douane supérieurs à 20 % devaient être ramenés à un niveau compris entre 0 et 5 % en 2003 au plus tard. Dans le cadre de la « procédure accélérée », les droits de douane appliqués à une liste précise de produits devaient être ramenés à un niveau compris entre 0 et 5 % en 2000 au plus tard.

Des délais plus longs ont été accordés pour la réalisation des réductions tarifaires aux quatre pays qui ont adhéré plus récemment à l'ANASE. Le Vietnam devra avoir ramené tous ses droits de douane à un maximum de 5 % en 2006 au plus tard, le Laos et le Myanmar d'ici 2008 et le Cambodge d'ici 2010.

Les signataires de l'AFTA peuvent exclure des produits du CEPT dans trois cas: exclusions temporaires, secteurs sensibles et exceptions générales. Les exclusions temporaires sont accordées pour un petit nombre de produits pour lesquels la réduction tarifaire a été différée. Un nombre limité de produits ont été jugés sensibles et, dans leur cas, la date limite fixée pour ramener les droits de douane les frappant à moins de 5 % a été repoussée à 2010 pour les pays de l'ANASE-6 et 2015 pour ceux de l'ANASE-4. En pratique, cette disposition vise deux secteurs très sensibles dans le cas des pays de l'ANASE-6, à savoir ceux du riz et du sucre, et un plus grand nombre de secteurs couvrant l'ensemble de l'alimentation et de l'agriculture, dans le cas des pays ayant adhéré plus récemment à l'ANASE.

Les exceptions générales s'appliquent aux produits qu'un pays juge nécessaire d'exclure pour « protéger la sécurité nationale et la moralité publique, protéger la santé et la vie des personnes, la faune et la flore et protéger les biens ayant une valeur artistique, historique ou archéologique » (*article 9* de l'accord CEPT-AFTA). En pratique, toutefois, cette liste d'exceptions a été allongée par certains pays membres. En 2001, le Brunei a inclus 202 produits dans sa liste d'exceptions générales. En 2004, celle-ci comportait 779 produits. Les nouveaux signataires de l'AFTA ont aussi fait figurer un grand nombre de produits dans leurs listes d'exceptions générales (tableau A1.1). Il semble peu probable qu'il soit nécessaire d'exclure jusqu'à 1 745 produits (comme dans le cas du Laos) pour préserver la sécurité nationale, la faune et la flore et les valeurs historiques ou culturelles.

**Tableau A1.1 : Produits ne bénéficiant pas de l'accès préférentiel aux marchés dans la zone de l'AFTA**

	Nombre de lignes couvertes par le CEPT (SH- 8 chiffres)	Nombre d'exceptions générales	Nombre de produits sensibles	Nombre d'exclusions temporaires
<i>Brunei</i>	10 571	779	0	
Indonésie	11 029	100	25 (1)	
Malaisie	12 502	89		
Philippines	11 014	27	19 (2)	
Singapour	10 706	0	0	
Thaïlande	11 030	0	0	
Cambodge	2 455	1 306		
Laos	2 963	1 745	78 (3)	437
Myanmar	8 607	48	17 (3)	631
Vietnam	10 144	424	89 (3)	34

Toutes les données se réfèrent aux listes tarifaires CEPT 2004.

1. Tous les produits sensibles appartiennent au secteur du riz

2. Tous les produits sensibles sont liés au riz et au sucre.

3. Tous les produits sensibles sont des produits alimentaires et agricoles.

Source: Calculs établis par l'auteur à partir des listes tarifaires publiées par le secrétariat de l'ANASE, <http://www.aseansec.org/18727.htm>

Les taux de droits préférentiels que se consentent les signataires de l'AFTA ont sensiblement diminué. En 1993, c'est-à-dire au début du programme de réduction du CEPT, le niveau moyen des droits au sein du groupe de l'ANASE-6 était de 12,7 %. En 2004, le taux préférentiel de ce groupe de pays était de 2,2 % alors que taux moyen applicable à la nation la plus favorisée (NPF) était de 7,2 %. Parmi les nouveaux membres qui continuent de réduire progressivement le CEPT, le droit moyen appliqué aux signataires de l'AFTA était de 6,6 % alors que le taux NPF appliqué aux pays non signataires s'élevait à 10,9 % (tableau A1.2).

Dans l'ensemble, les pays de l'ANASE ont des régimes commerciaux relativement ouverts, y compris à l'égard d'économies extérieures à la région. Les droits de douane qu'ils appliquent aux produits importés qui ne bénéficient pas d'un accès préférentiel sont plus proches de ceux qui frappent les produits entrant dans de nombreux pays de l'OCDE que de ceux appliqués par nombre de pays en développement. Comme le montre le tableau A1.2, les droits de douane s'élèvent en moyenne à 7,2 % pour l'ANASE-6. Ce chiffre est à rapprocher d'un taux NPF moyen de 6,5 % pour les pays de l'OCDE et de 10,9 % pour les membres de l'OMC, non membres de l'OCDE.<sup>17</sup>

17. Chiffres reposant sur la moyenne simple des droits NPF appliqués aux marchandises en 2004. Source : World Integrated Trade Solution (WITS).

**Tableau A1.2 : Taux de droits de douane de l'ANASE – CEPT et NPF**

	CEPT			NPF
	2004	2005	2006	
Brunei	1.4	1.3	1.2	4.8
Indonésie	2.5			9.8
Malaisie			2.2	9.7
Philippines	2.4			7.5
Singapour	0	0	0	0
Thaïlande	4.9			11.6
ANASE-6	<b>2.2</b>	<b>0.6</b>	<b>1.1</b>	<b>7.2</b>
Cambodge	8.5		7.4	8.5
Laos	5.9	3.9	2.7	10.3
Myanmar	4.2	4.0	3.7	5.6
Vietnam	7.8	6.0	3.7	19.3
ANASE-4	<b>6.6</b>	<b>4.6</b>	<b>4.4</b>	<b>10.9</b>

Source : Calculs établis par l'auteur à partir des listes tarifaires publiées par le secrétariat de l'ANASE, <http://www.aseansec.org/18727.htm>.

### **Obstacles non tarifaires**

L'accord de libre-échange de l'ANASE de 1992 spécifiait que les pays signataires devaient supprimer toutes les restrictions quantitatives et autres obstacles non tarifaires (ONT) aux échanges entre eux dans un délai de cinq ans. En réalité, cet objectif n'a pas été totalement atteint bien que des résultats aient été obtenus dans certains domaines. Des progrès ont été observés sur le plan de l'harmonisation des normes dans les secteurs des produits pharmaceutiques et cosmétiques. Des accords de reconnaissance mutuelle ont été conclus pour le matériel de télécommunications et le matériel électrique et électronique.

Le Secrétariat de l'ANASE a réalisé une étude des principaux obstacles non tarifaires observés dans les échanges intrarégionaux. (Cette étude ayant été effectuée avant l'adhésion des quatre nouveaux membres, les données ne concernent que les six membres originels). Les résultats en sont donnés dans le tableau A1.3. Les majorations de droits de douane constituent l'obstacle non tarifaire qui touche le plus grand nombre de lignes tarifaires. La majoration de droits de douane, aussi appelée surtaxe ou droit supplémentaire est un instrument de politique commerciale utilisé de façon ponctuelle pour accroître les recettes budgétaires ou protéger l'industrie nationale.

**Tableau A1.3. Obstacles non tarifaires les plus répandus dans les pays signataires de l'AFTA**

Obstacles non tarifaires	Nombre de lignes tarifaires touchées
Majorations de droits de douane	2 683
Mesures techniques	568
Spécifications des produits	407
Droits additionnels	126
Point d'entrée unique pour les importations	65
Administration commerciale d'État	10
Prescriptions en matière de commercialisation	3
Règlements techniques	3

Source : Secrétariat de l'ANASE, <http://www.aseansec.org/10529.htm>

L'ANASE a pris un certain nombre de mesures pour moderniser et rationaliser l'administration douanière dans le cadre de l'AFTA. Parmi ces initiatives, on peut citer l'adoption, au niveau régional, de la méthode d'évaluation en douane prescrite par l'accord de l'OMC sur l'évaluation en douane, l'harmonisation des procédures douanières et l'adoption d'une interprétation commune du système harmonisé au niveau des huit chiffres. Les autres activités ont inclus des travaux sur la mise en œuvre de la procédure de vérification après dédouanement, la mise au point définitive de deux protocoles dans le contexte de l'Accord cadre de l'ANASE sur la facilitation du transit de marchandises et l'élaboration d'un programme régional de formation et la fourniture d'une assistance technique au profit des nouveaux membres de l'ANASE.

La vérification après dédouanement est un domaine prioritaire de la coopération douanière au sein de l'ANASE du fait qu'elle permet de simplifier les procédures aux frontières et d'améliorer l'efficacité en limitant le contrôle des marchandises à un échantillon judicieusement choisi. Habituellement, le contrôle des documents et des marchandises présentés pour le dédouanement d'importations est effectué avant l'octroi de la mainlevée. La vérification après dédouanement permet d'effectuer le contrôle après l'octroi de la mainlevée des marchandises, ce qui permet d'accélérer le dédouanement aux points d'entrée et, ce faisant, facilite les échanges. Le concept de « vérification après dédouanement » implique un changement important par rapport aux pratiques douanières en vigueur et nécessite de modifier notablement les systèmes de dédouanement en place, d'adapter la législation et de fournir au personnel la formation lui permettant d'acquérir les compétences et les techniques nécessaires à la réalisation de vérifications efficaces. La mise en place de la procédure de vérification après dédouanement facilite également la mise en œuvre de l'accord de l'OMC sur l'évaluation en douane qui met l'accent sur le processus de vérification faisant appel à un contrôle des importations a posteriori (US-ASEAN Business Council, <http://www.us-asean.org/afta.asp>).

### *Partenariats*

L'ANASE met en œuvre une stratégie de négociation en vue de resserrer les relations économiques avec ses principaux partenaires commerciaux de la région. En septembre 2002, les pays de l'ANASE, d'une part, et l'Australie et la Nouvelle-Zélande, d'autre part, ont fait connaître leur intention d'établir un partenariat économique plus étroit.<sup>18</sup> En novembre 2002, l'ANASE et le Japon ont annoncé dans une déclaration conjointe leur intention de s'acheminer vers un partenariat économique global. En 2003, ils ont signé un accord cadre exposant leur intention d'établir une zone de libre-échange d'ici 2012. Les cadres d'accords commerciaux préférentiels ont été signés en 2003 et 2004 avec la Chine et l'Inde, respectivement.

Cette stratégie est peut-être adoptée en partie pour s'opposer à la tendance au régionalisme « en étoile » observée en Asie. On rencontre cette forme de régionalisme lorsqu'un grand nombre de petits pays concluent des accords bilatéraux avec un grand pays qui constitue le cœur de l'étoile. Les petits pays intensifient ainsi leurs échanges avec le grand pays et deviennent, par là-même, de plus en plus tributaires de la demande sur son marché. Les petits pays qui se trouvent dans cette situation jouissent aussi d'un moindre pouvoir de négociation pour la conclusion d'accords bilatéraux avantageux. En concluant un certain nombre d'accords de ce type avec des grands centres d'échanges et en les concluant de façon collective dans le cadre d'un accord commercial régional plutôt qu'à titre individuel, les pays de l'ANASE parviendront peut-être à éviter le modèle de dépendance « en étoile » dans lequel les petits pays sont tributaires de la politique commerciale des plus grands pays.

---

18. Déclaration ministérielle sur le renforcement du partenariat économique AFTA-CER, Bandar Seri Begawan, 14 septembre 2002 : <http://www.aseansec.org/12780.htm>

## Accord-cadre ANASE-Chine

L'accord-cadre ANASE-Chine, signé en 2003, prévoit l'élimination rapide des droits de douane appliqués à certains produits agricoles non transformés sur la base d'un programme dit « early harvest » (« récolte précoce »), une réduction progressive des droits de douane frappant les produits couverts par la « procédure normale » de réduction tarifaire, la possibilité de considérer certains produits comme sensibles et la levée ou la réduction de certains obstacles non tarifaires. Les réductions tarifaires s'effectuent sur une base réciproque entre l'ANASE-6 et la Chine tandis que les pays de l'ANASE-4 bénéficient de plus longs délais de mise en œuvre.

Le programme « *early harvest* » prévoit la réduction rapide des droits de douane perçus sur les animaux vivants, les viandes et abats comestibles, les poissons, les produits laitiers, les autres produits d'origine animale, les plantes vivantes, les légumes alimentaires et les fruits et noix comestibles (codes 01 à 08 du Système harmonisé). Il ne prévoit *pas* la réduction rapide des droits de douane frappant le café, le thé, les épices, les céréales, le cacao ou les produits agricoles transformés. Les réductions tarifaires consenties pour les produits couverts par le programme « *early harvest* » sont importantes. La Chine et les pays de l'ANASE-6 bénéficient, à partir de 2005, d'un accès réciproque à leurs marchés en franchise de droits pour les produits soumis à des taux NPF de 15 % ou moins. Les produits soumis à des taux NPF supérieurs à 15 % sont assujettis à un taux de 5 % en 2005 et sont exemptés de droits à partir de 2006.

Aux termes de l'accord concernant les échanges de marchandises, tous les autres produits qui sont soumis à la procédure normale<sup>19</sup> seront échangés en franchise de droits au plus tard en 2010 (pour les pays de l'ANASE-6 et la Chine) ou 2015 (pour les pays de l'ANASE-4). Le calendrier des réductions tarifaires qui a été fixé pour les pays de l'ANASE-6 est exposé dans le tableau A1.4 ci-dessous. Certains produits, considérés comme sensibles, ne sont pas soumis à la procédure normale mais assujettis à un plafond.

**Tableau A1.4 : Accès préférentiel à leurs marchés accordé sur une base bilatérale par les pays de l'ANASE-6 et la Chine**

par rapport aux taux NPF 2004				
X = Taux NPF appliqué	2005	2007	2009	2010
X >= 20%	20	12	5	0
15% <= X < 20%	15	8	5	0
10% <= X < 15%	10	8	5	0
5% <= X < 10%	5	5	0	0
X <= 5%	Statu quo		0	0

Source: Secrétariat de l'ANASE

19. Pour la liste complète des produits, consulter le site : [http://www.aseansec.org/accfta tif/annex 1.zip](http://www.aseansec.org/accfta%20tif/annex%201.zip)

### **Accord-cadre ANASE-Inde**

L'accord-cadre ANASE-Inde a été calqué sur l'accord-cadre ANASE-Chine et il présente les mêmes caractéristiques que lui (réductions tarifaires suivant la procédure rapide [« early harvest »] et normale, produits sensibles et élimination des ONT). En pratique, toutefois, moins de produits sont couverts et les délais de mise en œuvre fixés sont plus longs que ceux prévus par l'accord conclu avec la Chine. Par exemple, le programme « early harvest » ne couvre qu'une centaine de produits, dont six sont des produits agricoles: sardines, thon préparé, beurre de cacao, poudre de cacao, ananas et jus d'ananas. L'élimination des droits de douane frappant les produits soumis à la procédure « early harvest » est prévue pour octobre 2007 (pour les pays de l'ANASE-6 et l'Inde) et octobre 2010 (pour les pays de l'ANASE-4).

Il est prévu que les produits couverts par la procédure normale entreront en Inde et dans les pays de l'ANASE-6 (à l'exception des Philippines) en franchise de droits en 2011, au plus tard. L'accès réciproque à leurs marchés en franchise de droits doit être consenti par l'Inde et les pays de l'ANASE-4 (plus les Philippines) d'ici 2016. Le calendrier des réductions tarifaires et la liste des produits font encore l'objet de discussions à l'heure actuelle.



## **Appendice 2.**

### **Dispositions et mise en œuvre du COMESA**

Le Marché commun de l'Afrique de l'est et de l'Afrique australe (COMESA), créé en 1993, vise essentiellement à promouvoir l'intégration économique régionale par le développement des échanges et de l'investissement. Il compte maintenant 19 membres : Burundi, Comores, République démocratique du Congo, Djibouti, Égypte, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Libye, Madagascar, Malawi, Maurice, Ouganda, Rwanda, Seychelles, Soudan, Swaziland, Zambie et Zimbabwe (COMESA, 2007). Une zone de libre-échange a été mise en place en 2000. À leur réunion annuelle de mai 2007, les chefs d'État et de gouvernement ont adopté un système de tarif extérieur commun pour mettre en œuvre une union douanière en décembre 2008 au plus tard. Les membres du COMESA souhaitent créer une union monétaire avant 2025.

En octobre 2000, neuf membres ont éliminé les droits de douane sur leurs échanges réciproques de produits, créant ainsi une zone de libre-échange. Ces neuf membres étaient les suivants : Djibouti, Égypte, Kenya, Madagascar, Malawi, Maurice, Soudan, Zambie et Zimbabwe. Le Burundi et le Rwanda ont rejoint la zone de libre-échange en 2004, suivis de la Libye et des Comores en 2005 et 2006 respectivement, portant le nombre de membres du COMESA participant à la zone de libre-échange à 13 sur 19. Les Seychelles devraient les rejoindre en 2007.

Les membres de la zone de libre-échange accordent l'accès en franchise aux produits des autres membres de la zone sans exception. La franchise de droits s'est mise en place progressivement à partir de 1993. Les réductions tarifaires initiales étaient de 30 % sur les produits alimentaires et de 50 % sur les produits agricoles bruts. Depuis 2000, l'accès en franchise totale de droits a été accordé à l'intérieur de la zone de libre-échange à tous les produits sans exception. Il existe un mécanisme de sauvegarde permettant de prélever des droits à titre temporaire sur les importations de certains produits sensibles. Cette possibilité n'est accordée cependant que pour une période transitoire, en général de six mois. La sauvegarde la plus longue mise en place à l'intérieur du COMESA, d'une durée de deux ans non renouvelable, concernait les droits sur les importations de sucre au Kenya.

Les membres du COMESA qui ne font pas partie de la zone de libre-échange mais qui ont réduit leurs taux de droits de 60 % au moins peuvent bénéficier de taux préférentiels à l'entrée de leurs marchandises sur les marchés des membres de la zone de libre-échange. Les six membres du COMESA qui n'appartiennent pas à la zone de libre-échange ont procédé à des réductions comprises entre 60 % et 90 % de leurs taux de droits et peuvent ainsi bénéficier d'un accès préférentiel aux marchés des autres pays de l'accord.

Les membres du COMESA ne se sont pas contentés de réduire les droits de douane sur les marchandises importées à l'intérieur de la zone de l'accord, mais ont aussi simplifié les règles douanières en adoptant un document douanier unique à la place des multiples documents exigés auparavant (dont le nombre est estimé à 32 dans certains pays). Le traitement automatisé des informations douanières grâce au système SYDONIA (système douanier informatisé) appliqué dans 13 pays du COMESA harmonise et facilite les procédures douanières, réduisant ainsi les délais au passage des frontières. Le COMESA met aussi en œuvre des programmes destinés à accroître l'efficacité des réseaux de transport et de

communication, qui prévoient par exemple l'harmonisation des redevances sur le transit routier et des licences des transporteurs routiers dans toute la région.

Les pays du COMESA ont accompli des progrès dans l'élimination ou l'harmonisation des obstacles non tarifaires, notamment par la libéralisation des licences d'importation, la suppression des restrictions de change, la suppression des contingents d'importation et d'exportation, le retrait des barrages routiers, l'assouplissement des formalités douanières et l'allongement des durées d'ouverture des postes frontières (COMESA, 2007).

Les règles d'origine du COMESA sont moins contraignantes que celles de l'AFTA ou du MERCOSUR. Les marchandises peuvent bénéficier d'un accès préférentiel si 40 % au moins de la production des matières premières ou 35 % de la transformation a eu lieu dans la région. Pour certains produits dont l'importation présente une importance particulière pour la région, comme les biens d'équipement, les produits pétroliers et les médicaments, le seuil est ramené à 25 % de contenu local.

L'agriculture occupe une large place dans l'économie des pays du COMESA, donc dans le programme de l'accord. Elle représente 32 % du PIB de la région, fournit des moyens de subsistance à 80 % environ de la population active, apporte 65 % environ des recettes de change et plus de 50 % des matières premières nécessaires au secteur industriel. Il existe cependant de grandes différences d'un pays à l'autre, le secteur agricole représentant par exemple 17 % du PIB de l'Égypte et de la Zambie, et 58 % de celui de la République démocratique du Congo. La productivité varie beaucoup, elle aussi, puisqu'elle est comprise entre 138 USD par travailleur agricole au Malawi et 1189 USD en Égypte. La capitalisation est variable mais généralement faible ; elle est inférieure à un tracteur pour 1000 travailleurs agricoles dans la plupart des pays du COMESA et atteint 11 tracteurs pour 1000 travailleurs agricoles en Égypte.

L'agriculture est donc un secteur clé de l'accord du COMESA. Les programmes agricoles du COMESA visent à assurer une sécurité alimentaire durable. Le COMESA soutient des projets en faveur de la commercialisation des produits agricoles, du développement de l'irrigation, de la sécurité alimentaire, de la recherche et des technologies agricoles.

### ***Chevauchement des zones couvertes par les ACR en Afrique***

En Afrique, le réseau des ACR et des accords préférentiels, qui se superposent en partie, est plus dense et plus complexe qu'ailleurs. Les ACR sont nombreux et comprennent des membres communs, d'où des conséquences peu claires sur le plan des règles d'origine. En outre, certains de ces accords ne sont mis en œuvre que partiellement, ce qui réduit encore la transparence. Plusieurs explications peuvent être avancées. L'une d'elles est de toute évidence le faible niveau des échanges entre les pays d'Afrique. L'intérêt manifesté pour un accroissement des échanges intra-régionaux est faible si les avantages du commerce avec des partenaires régionaux ne sont connus que d'un petit nombre. En outre, de nombreux ACR sont en fait motivés par des raisons politiques ; cette motivation peut s'atténuer avec le temps pour n'être plus très perceptible au moment de la mise en application. La mise en œuvre d'un ACR (ou de tout autre accord commercial) peut aussi présenter des difficultés du fait du manque d'infrastructures et des problèmes administratifs rencontrés dans de nombreux pays d'Afrique.

Les membres du COMESA peuvent être aussi parties aux autres accords suivants.

- SACU (Union douanière d'Afrique australe) : union douanière comportant cinq membres, dont l'Afrique du sud et un membre du COMESA, le Swaziland.
- SADC (Communauté de développement de l'Afrique australe) : accord commercial préférentiel incluant plusieurs membres du COMESA : République démocratique du Congo, Malawi, Maurice, Seychelles, Swaziland, Zambie et Zimbabwe.
- CAE (Communauté de l'Afrique de l'est) : union douanière entre le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie. Les deux premiers sont membres du COMESA ; la Tanzanie l'a quitté en 2000. Bien que la CAE ait mis en œuvre un tarif extérieur commun, les trois pays n'ont pas formé de zone de libre-échange, et n'accordent pas l'accès en franchise à leurs partenaires de l'union douanière sur leurs marchés.
- CEEAC (Communauté économique des États de l'Afrique centrale) : groupe de 14 pays dont la mission porte sur des questions très variées, notamment de sécurité. Parmi les membres du COMESA, le Burundi, la République démocratique du Congo et le Rwanda en font partie.
- SGPC (Système global de préférences commerciales entre pays en développement) : accord préférentiel auxquels prennent part trois membres du COMESA : l'Égypte, la Libye et le Zimbabwe.
- SGP (Système généralisé de préférences) : système d'accès préférentiel aux marchés de certains pays de l'OCDE ; 47 des 48 pays d'Afrique sub-saharienne peuvent bénéficier d'un accès préférentiel à ce titre.
- AGOA (Loi sur la croissance et les perspectives économique de l'Afrique) : elle prévoit un accès préférentiel au marché des États-Unis pour les produits originaires d'Afrique sub-saharienne ou transformés en Afrique à partir de matières premières venues des États-Unis. Tous les membres du COMESA peuvent bénéficier de l'accès préférentiel au titre de l'AGOA sauf les Comores, l'Érythrée, la Libye, le Soudan et le Zimbabwe. En pratique, une grande partie des gains apportés par les échanges dans le cadre du programme AGOA concernent plutôt les secteurs du textile, des chaussures et de la petite production manufacturière que le secteur agricole. Les dispositions de l'AGOA doivent permettre de stimuler les échanges entre pays africains car ses règles d'origine accordent un accès préférentiel aux marchandises produites dans tout pays bénéficiant de l'AGO à partir de matières premières originaires des États-Unis ou d'Afrique.
- APE (Accords de partenariat économique) : Depuis 2002, la Commission européenne négocie des APE réciproques avec les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, regroupés en six régions. Il faut noter que les membres du COMESA ne négocient pas tous dans le même groupe, de sorte qu'ils risquent d'être soumis à des traitements différents sans le cadre de leurs échanges avec l'UE. L'UE s'efforce de parvenir en décembre 2008 à un APE complet avec des pays d'Afrique orientale et australe, notamment les Seychelles, le Zimbabwe, Maurice, les Comores et Madagascar qui font partie du COMESA. Parallèlement, des négociations se poursuivent en vue d'un APE avec les pays de la Communauté de l'Afrique de l'Est, dont le Burundi, le Kenya, le Rwanda et l'Ouganda, membres du COMESA. Un autre APE est en cours de négociation entre l'UE et les pays de la SADC, dont le Swaziland.

### **Appendice 3.**

#### **Dispositions et mise en œuvre du MERCOSUR**

L'objectif du Marché commun du sud -- MERCOSUR -- est de créer l'une des zones économiques du monde les plus intégrées. Le traité d'Asunción, signé en 1991 par l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay, a établi un cadre pour l'instauration d'une zone de libre-échange entre les quatre pays signataires. Trois ans plus tard, l'objectif clairement énoncé était de former une union douanière. Depuis le milieu des années 90, le MERCOSUR vise notamment l'harmonisation totale de la politique commerciale de ses quatre membres. En pratique, toutefois, cette vaste intégration a été diversement réalisée.

##### ***Libéralisation tarifaire***

Le traité d'Asunción incluait un programme de libéralisation tarifaire (PLT) prévoyant un calendrier pour la réduction des droits de douane au sein de la zone et un engagement à supprimer les ONT. Les réductions tarifaires progressives, linéaires et automatiques étaient appliquées aux niveaux de droits de douane en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 1991 pour les importations en provenance des pays non membres de l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI). L'application totale du PLT impliquait de supprimer les obstacles tarifaires au sein de la zone le 1<sup>er</sup> janvier 1995, au plus tard, pour l'Argentine et le Brésil, et le 1<sup>er</sup> janvier 1996, au plus tard, pour le Paraguay et l'Uruguay.

Toutefois, en décembre 1994, les membres du MERCOSUR ont décidé, à Ouro Preto, d'établir une union douanière, c'est-à-dire d'instaurer un tarif extérieur commun. Plusieurs régimes spéciaux d'adaptation ont été institués pour faciliter la progression vers la libéralisation des échanges et apaiser les groupes d'intérêts nationaux. Une liste d'exceptions au libre-échange à l'intérieur de la zone, connue sous le nom de « régime d'adaptation » ou RAM a été établie. En vertu de celui-ci, les droits de douane devaient être progressivement supprimés en vue de l'établissement du libre-échange au sein de la zone le 1<sup>er</sup> janvier 2000, au plus tard. La création de l'union douanière impliquant une intégration plus poussée, il est surprenant qu'elle ait retardé l'instauration de la zone de libre-échange prévue dans le traité d'Asunción (Berlinski, Vaillant *et al.*, 2006).

Aujourd'hui, l'accès en franchise de droits est accordé à toutes les marchandises produites dans la zone à l'exception des automobiles et du sucre. Ces deux secteurs sensibles sont soumis à des régimes bilatéraux qui ne sont pas harmonisés au niveau régional.

À Ouro Preto, les membres du MERCOSUR ont décidé de faire converger leurs tarifs douaniers vers le tarif extérieur commun (TEC) en 1999 au plus tard, le TEC devant être appliqué aux produits figurant sur les listes d'exceptions en 2001 au plus tard. Des exclusions étaient autorisées jusqu'en 2006 dans les secteurs des biens d'équipement, des télécommunications et des technologies de l'information. Certains biens d'équipement qui sont exclus du TEC sont importés dans certains pays du MERCOSUR à des taux plus faibles, de façon à réduire leur coût pour les industries nationales. Des exceptions au TEC persistent, les pays du MERCOSUR continuant d'appliquer des exemptions par produit et des exclusions sectorielles. En décembre 2003, le Paraguay et l'Uruguay ont été autorisés à maintenir leurs exemptions pour 150 et 125 articles, respectivement, jusqu'en 2010. Le Paraguay peut en outre maintenir 399 exceptions jusqu'en 2010. Les produits auxquels s'appliquent le TEC de base sont assujettis à des droits de douane compris

entre 0 et 20 %. On dénombre 11 niveaux de droits entre 0 et 20 %, avec un écart de 2 % entre chaque niveau (c'est-à-dire que les droits appliqués sont de 0, 2, 4 ... ou 20 %).

Les structures tarifaires extérieures des pays du MERCOSUR diffèrent en outre du TEC du fait des accords préférentiels conclus avec les tierces parties et de la non-harmonisation des mesures défensives. Certains pays appliquent également des droits additionnels à l'ensemble de leurs importations (y compris celles provenant de pays du MERCOSUR) ou aux importations en provenance de pays tiers. Après la crise monétaire de 1999, par exemple, une « taxe statistique » de 2 % a été appliquée par l'Argentine à toutes les marchandises d'où qu'elles viennent, pays du MERCOSUR compris. Elle a été supprimée récemment. Une « taxe proportionnelle » de 2 % appliquée par le Paraguay et l'Uruguay aux produits de l'agriculture et de la pêche est toutefois toujours en vigueur.

L'Argentine utilise un système de taxes à l'exportation différenciées pour décourager les exportations de produits primaires et encourager la transformation et l'exportation de produits à valeur ajoutée. Elle applique une taxe à l'exportation de 27.5 % sur le soja entier, de 24 % sur l'huile de soja et le tourteau de soja et de 5 % sur le biogazole produit à partir de soja. La production de produits transformés est ainsi subventionnée au moyen d'une taxe sur les exportations de produits primaires. Le Brésil appliquait une politique similaire qu'il a abandonnée en 1996.

Toutes ces exceptions entraînent une variation du taux du tarif extérieur commun effectivement appliqué par chaque membre du MERCOSUR. Certaines d'entre elles, comme celles qui découlent d'arrangements commerciaux préférentiels conclus avec des pays tiers, exercent une pression à la baisse sur le TEC. D'autres, comme celles qui résultent des exclusions sectorielles, des taxes spéciales et des mesures défensives exercent sur lui une pression à la hausse. Toutes ces exceptions se traduisent invariablement par moins de transparence, davantage d'incertitudes et des coûts plus élevés pour les exportateurs et risquent, de ce fait, de décourager les échanges.

Le tableau A3.1 ci-après fait apparaître la forte variation des droits de douane effectivement perçus par les membres du MERCOSUR sur les importations en provenance de pays non membres d'Amérique latine. Le taux de droit moyen appliqué aux marchandises en provenance du Mexique qui entrent dans la zone du MERCOSUR allait de 1.3 % dans le cas du Brésil à 12.3 % dans celui du Paraguay. Ces différences tiennent aux accords bilatéraux distincts que le Mexique a conclus avec chaque membre du MERCOSUR. Pour certains groupes de produits, le taux de droit appliqué est supérieur au taux du TEC convenu du fait des taxes supplémentaires perçues par le pays importateur. C'est le cas pour les produits figurant sur les listes d'exceptions. Par exemple, en Argentine, les « produits alimentaires, boissons et tabac » sont assujettis à un taux de droit non préférentiel moyen de 18.2 % alors que le taux du TEC est de 16.8 %.

L'un des principaux obstacles aux échanges au sein du MERCOSUR est la double taxation à laquelle sont soumises les importations en provenance de pays tiers. Quand un produit est importé dans un pays du MERCOSUR pour être réexporté vers un autre pays membre, ou être réexporté après avoir subi de légères modifications, il est en effet taxé deux fois. Un droit est acquitté à l'entrée dans les deux pays du MERCOSUR, c'est-à-dire que le TEC est payé *deux fois* sur le produit en question. En pratique, donc, il existe un système de règles d'origine qui empêche que la revente de produits originaires de pays non membres du MERCOSUR bénéficie de l'exemption de droits de douane. Des possibilités d'échanges et d'investissements ne sont pas exploitées du fait de cette mise en œuvre imparfaite du tarif extérieur commun. Des fournisseurs extérieurs au MERCOSUR qui pourraient souhaiter exporter vers un pays du MERCOSUR et alimenter l'ensemble du marché du MERCOSUR à partir de ce pays sont dissuadés de le faire parce que leurs produits seraient assujettis deux fois au TEC. Il a été effectivement constaté que les réexportations à l'intérieur de la zone du MERCOSUR sont presque inexistantes.

L'établissement de règles d'origine est généralement nécessaire dans le cas des zones de libre-échange mais non dans celui des unions douanières. Dans le cas du MERCOSUR, toutefois, ces règles reflètent simplement le fait que le cadre du TEC est insuffisamment développé. Comme indiqué plus haut, d'importantes exceptions au TEC aboutissent à ce que les membres du MERCOSUR appliquent effectivement des taux de droits différentiels aux non-membres, exactement comme ils le feraient dans une zone de libre-échange. En outre, l'absence d'accord sur un système efficace de redistribution des recettes du TEC entre les pays membres impose également que le système des règles d'origine gère les échanges au sein du MERCOSUR. La mise en œuvre totale du TEC est l'un des principaux problèmes auxquels le MERCOSUR doit faire face. L'objectif est de le résoudre d'ici 2009.

### ***Obstacles non tarifaires***

L'un des objectifs du MERCOSUR est d'harmoniser les politiques commerciales en ce qui concerne notamment les normes et la réglementation sanitaire et phytosanitaire. Il existe de nombreux exemples des difficultés auxquelles se heurtent les exportateurs de la région dans le secteur agricole. Certaines de ces difficultés pourraient être aplanies par une plus grande harmonisation et une amélioration des procédures d'évaluation de la conformité. Dans le secteur laitier, par exemple, les producteurs argentins ont communiqué des informations sur les nombreux obstacles aux importations existant sur le marché brésilien. Le Brésil subventionne les éleveurs laitiers et une part importante des produits laitiers qu'il importe est achetée par des entreprises d'État. Les exportateurs argentins ont indiqué que les obstacles à l'importation de lait liquide et de lait en poudre revêtaient la forme de licences d'importation, de normes de produits, de prescriptions en matière d'étiquetage et d'inspections avant dédouanement, de formalités douanières excessives, de certificats d'origine et de réglementations sanitaires.

Un autre secteur dans lequel se sont posés des problèmes d'accès aux marchés et qui a été à l'origine de différends entre l'Argentine et le Brésil est celui de la volaille. Pendant les années 90, le Brésil était le troisième producteur mondial de poulets après la Chine et les États-Unis. Avec la création du MERCOSUR, les exportations du Brésil vers l'Argentine ont augmenté pour représenter environ 10 % de l'ensemble de ses exportations. Le ministère argentin, responsable de la santé animale a rendu obligatoire l'obtention d'un certificat pour garantir que les poulets importés du Brésil étaient exempts de la maladie de Newcastle. Cette disposition a augmenté d'environ 300 USD le coût de chaque chargement complet pour les exportateurs. Les exportateurs brésiliens ayant été accusés de dumping sur le marché argentin, une marge anti-dumping de 40 % a été appliquée par l'Argentine à ses importations de poulets en provenance du Brésil. En 1999, l'Argentine a limité ses importations à 3 742 tonnes par mois; cette mesure a toutefois été suspendue en 2000 (Berlinski, Kume *et al.*, 2006).

**Tableau A3.1: Importations dans le MERCOSUR : différences observées dans le TEC, les droits appliqués et les droits perçus<sup>1</sup>**

*Par pays d'origine et de destination et par type d'importation*

Origine:	Chili et Bolivie			Mexique			Reste des pays andins			Reste du monde			Total pays extérieurs à la zone		
	TEC	Droits appliqués	Droits perçus	TEC	Droits appliqués	Droits perçus	TEC	Droits appliqués	Droits perçus	TEC	Droits appliqués	Droits perçus	TEC	Droits appliqués	Droits perçus
<b>Argentine</b>															
<b>Total</b>	<b>14.1</b>	<b>14.4</b>	<b>3.9</b>	<b>16.2</b>	<b>15.9</b>	<b>8.4</b>	<b>13</b>	<b>13.2</b>	<b>4</b>	<b>14.8</b>	<b>14.1</b>	<b>9.4</b>	<b>14.8</b>	<b>14.2</b>	<b>9.1</b>
Prod.agricoles, viande, etc.	9.9	9.9	1.9	12.1	12.1	5.9	13	13	1.3	6.1	5.7	5	8.7	8.5	3.4
Alim.,boissons et tabac	17.6	17.8	6.3	19.3	19.3	14.5	17.4	17.3	3.6	16.5	18.3	16.3	16.8	18.2	13.3
<b>Brésil</b>															
<b>Total</b>	8.1	7.9	1.7	3.1	7.2	1.3	3.1	7.2	1.3	11.8	12.5	8.8	11.	12.7	7.2
Prod.agricoles, viande, etc.	12.4	11.2	0.6	10.8	10.1	1.7	10.8	10.1	1.8	9.3	8.9	6.2	11.4	10.3	1.8
Alim.,boissons et tabac	16.7	15.7	7.4	16.9	16.4	2.8	16.9	16.4	2.8	14.6	15.0	12.6	15.6	16.1	5.9
<b>Paraguay</b>															
<b>Total</b>	11.8	3.2	2.1	14	11.9	12.3	14.1	12.5	13.1	13.5	12.2	11.2	13.4	11.7	.7
Prod.agricoles, viande, etc.	5.6	2.7	2.7		n.a.			n.a.		10.6	10.2	10.4	8.3	6.7	6.8
Alim.,boissons et tabac	17.2	3.2	2.1	19.9	19.9	19.9	22.5	21.5	22.5	17.6	17.2	17.4	17	12	12.5
<b>Uruguay</b>															
<b>Total</b>	15.6	14.4	5.5	16.9	13.2	6.3	3.6	3.5	1.2	15.6	12	8.6	11.7	8	
Prod.agricoles, viande, etc.	11.2	11.2	2.7	12.2	12.2	6.8	13	13	1.5	10	8.5	3.9	10.7	9.5	3.3
Alim.,boissons et tabac	16.4	14	5.8	17.7	15.8	13.8	19	18.7	4.9	17.3	16.9	15.8	17.2	16.	13

1. Les différences entre le TEC et les droits appliqués tiennent au fait que le TEC ne s'applique pas à certains produits et secteurs bénéficiant d'exemptions (ce qui exerce des pressions à la fois à la baisse et à la hausse sur lui). Les différences entre les droits appliqués et les droits perçus tiennent au traitement préférentiel accordé aux termes d'accords bilatéraux conclus séparément par les membres du MERCOSUR. Les droits indiqués correspondent à des moyennes pondérées.

Source : Berlinski, Kume et al., 2005.

### ***Problèmes économiques généraux affectant la mise en œuvre du MERCOSUR***

Plusieurs raisons fondamentales expliquent pourquoi la mise en œuvre du MERCOSUR a laissé à désirer dans le passé, la principale étant le contexte macroéconomique. Les crises monétaires de la fin des années 90 en sont la meilleure illustration. En 1999, après les crises monétaires asiatiques, le *real* brésilien a perdu 40 % de sa valeur. L'Argentine était en outre alors confrontée à un important déficit budgétaire. Le *peso* argentin, dont le taux de change était arrimé de façon fixe au dollar des États-Unis depuis 1991, ne pouvait être facilement dévalué pour maintenir la balance commerciale du pays à un niveau acceptable au sein du MERCOSUR. Les exportations argentines sont devenues de plus en plus chères et l'Argentine n'a plus été en mesure d'honorer ses engagements financiers. À la fin de 2001, elle est passée à un système de taux de change double, adoptant un taux de change préférentiel pour ses exportations. En janvier 2002, elle a abandonné le système du double taux de change fixe pour sa monnaie et opté pour une parité flottante. Le *peso* argentin a alors perdu 70 % de sa valeur.

La crise monétaire de l'Argentine a affecté ses échanges avec les autres membres du MERCOSUR de façon à la fois directe et indirecte. Dans les mois qui ont suivi la crise, le gouvernement argentin a mis en place une taxe à l'exportation (prélevée à la source) pour améliorer ses recettes fiscales. Des taux généraux de 5 et 10 % ont été appliqués aux produits manufacturés et aux produits primaires, respectivement. Dans certains cas, toutefois, des taux plus élevés pouvant atteindre jusqu'à 20 % ont été appliqués. Le blé et la farine de blé ont fait partie, par exemple, des produits agricoles assujettis aux taux de taxe plus élevés à l'exportation. Ces aliments de base étant exportés vers le Brésil, le secteur brésilien de la meunerie a dû supporter la brusque hausse du prix de ses matières premières, au moins à court terme.

Ce type de déséquilibre macroéconomique est aggravé par l'asymétrie existant entre les pays du MERCOSUR. Le Brésil est, de loin, la plus grande économie de la région. (Cette question sera examinée plus en détail dans la prochaine section). Les échanges entre l'Argentine et le Brésil représentent environ 90 % de l'ensemble des échanges du MERCOSUR. Le Brésil a enregistré une forte croissance au cours des dernières années et il a non seulement pris des parts de marché à ses partenaires dans les échanges internes au MERCOSUR mais aussi développé sensiblement ses exportations à l'extérieur de la région. Cela tient en partie aux gains de productivité réalisés depuis les années 90 grâce à la modernisation de certains secteurs et notamment du secteur agricole. De 1994 à 2003, l'Argentine a régulièrement enregistré un excédent commercial avec le Brésil d'environ 1 million d'USD. Depuis 2003, elle accuse un déficit croissant avec lui contrairement à l'évolution observée pour ses échanges avec le reste du monde.

L'asymétrie fondamentale qui prévaut au sein du MERCOSUR implique que l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay sont beaucoup plus tributaires des échanges avec le Brésil que celui-ci ne l'est des échanges avec ses partenaires. Certains aspects de la politique commerciale commune du MERCOSUR sont calqués sur la politique commerciale nationale du Brésil. En dépit de ces asymétries patentées, l'accord contient peu de dispositions en faveur d'un traitement spécial et différencié en dehors des périodes de mise en œuvre plus longues consenties dans certains cas au Paraguay et à l'Uruguay.

### ***L'avenir du MERCOSUR***

Un arbitrage doit peut-être être opéré dans la mise en œuvre du MERCOSUR entre un élargissement et un approfondissement de l'intégration. La seule façon de réaliser une union douanière pleine et entière au sein du MERCOSUR est d'harmoniser les politiques commerciales et les politiques qui leur sont liées. Un autre objectif évident doit être d'autoriser la libre circulation des personnes et d'harmoniser la prestation de services. Cela, avec la libéralisation des flux de capitaux au sein de la zone, permettrait de créer un marché commun. Le MERCOSUR a cependant négocié l'adhésion du Venezuela à l'union



douanière. Les droits à l'importation au Venezuela sont sensiblement plus élevés que le TEC du MERCOSUR, surtout pour les produits agricoles.

Le 4 juillet 2006, un protocole comportant un calendrier d'adhésion du Venezuela au MERCOSUR a été signé avec ce pays. Il prévoit que le Venezuela adoptera le tarif extérieur commun en 2010 au plus tard. L'Argentine et le Brésil élimineront les droits de douane sur les marchandises importées du Venezuela en 2010, et ceux qui s'appliquent aux produits de l'Uruguay et du Paraguay en 2013. Le Venezuela supprimera ses droits de douane sur toutes les marchandises originaires de la région du MERCOSUR en 2012 au plus tard (ou en 2014 pour les produits sensibles). Le MERCOSUR compte aussi cinq membres associés : la Bolivie, le Chili, la Colombie, l'Équateur et le Pérou. Ces pays ont généralement obtenu un accès préférentiel aux marchés des pays membres du MERCOSUR (voir tableau A3.1). Le Mexique dispose du statut d'observateur et d'un accès légèrement préférentiel aux marchés du MERCOSUR.

## Appendice 4.

### Estimation du modèle gravitationnel

Cet appendice décrit les estimations et la méthodologie du modèle gravitationnel. Celui-ci sert, en particulier, à estimer le degré de création et de détournement d'échanges découlant des trois accords commerciaux régionaux considérés. Il repose sur une série de données de panel contenant les données annuelles relatives aux échanges bilatéraux de 55 produits (au niveau à 3 chiffres de la CTCD), incluant tous les produits agricoles, pour les années 1981 à 2006<sup>20</sup>. Il couvre tous les pays participant à l'AFTA, au COMESA et au MERCOSUR<sup>21</sup> ainsi que les quinze premiers pays exportateurs agricoles du monde (Union européenne<sup>22</sup>, États-Unis, Canada, Chine, Australie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Fédération de Russie, Chili et Inde). La série de données contient 674 070 observations.

Pour les besoins de l'analyse, on considère que le MERCOSUR a été établi en 1992 et le COMESA en 2000, année de l'entrée en vigueur de la zone de libre-échange ; seuls les pays membres de la zone de libre-échange sont pris en considération dans le groupe du COMESA. Le développement de l'AFTA est analysé à deux stades distincts : celui de la mise en œuvre partielle par les pays parties à l'accord, dans un premier temps (« AFTAPartial »), et celui de la mise en œuvre totale, ultérieurement (« AFTAFull »). Pour les pays de l'ANASE-6, le stade de la mise en œuvre partielle correspond aux années 1994 à 2001 et celui de la mise en œuvre totale, aux années 2002 à 2004. Pour les pays de l'ANASE-4, le stade de la mise en œuvre totale n'a pas encore été atteint et l'on suppose que l'accord est mis en œuvre partiellement dès le départ (depuis 1995 pour le Vietnam, 1997 pour le Laos et le Myanmar et 1999 pour le Cambodge).

Santos Silva et Tenreyro (2006) avancent que la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO) habituellement utilisée pour l'estimation des modèles log-linéaires (y compris des modèles gravitationnels d'étude des échanges) conduit à des estimations non seulement inefficaces, mais faussées, en cas d'hétéroscédasticité. Comme la plupart des séries de données sur les échanges bilatéraux présentent des effets d'hétéroscédasticité, on a éprouvé ici la solidité des résultats par différentes méthodes, comme la correction du modèle MCO de base, ou l'utilisation d'une version du modèle gravitationnel fondée sur la probabilité maximale de Poisson pour régresser la valeur (pas la valeur logarithmique) des échanges par rapport à la série habituelle de covariées logarithmiques et variables indicatrices. Les valeurs d'échanges nulles ne sont pas prises en compte dans l'ensemble de données<sup>23</sup>.

Le modèle à effets fixes de base se présente comme suit :

$$\ln(EXPORTS)_{ijkt} = \beta_0 + \beta_1 MERCOSUR_{ijt} + \beta_2 MERCOSURExpIn_{it} + \beta_3 MERCOSURExpOut_{it} + \beta_4 AFTAPartial_{ijt} + \beta_5 AFTAPartialExpIn_{it} + \beta_6 AFTAPartialExpOut_{it} + \beta_7 AFTAFull_{ijt} + \beta_8 AFTAFullExpIn_{it} + \beta_9 AFTAFullExpOut_{it} + \beta_{10} COMESA_{ijt} + \beta_{11} COMESAExpIn_{it} + \beta_{12} COMESAExpOut_{it} + \beta_{12} COMESAExpOut_{it} + \delta X_{ijt} + \alpha_i + \mu_i + \mu_j + \gamma_k + \varepsilon_{ijkt}$$

20. Les 41 pays exportateurs figurant dans notre série de données exportent vers 207 pays.

21. L'AFTA, le COMESA et le MERCOSUR sont inclus dans un seul modèle plutôt que dans des modèles distincts, pour des raisons de commodité, sans que cela ait un effet notable sur les résultats économétriques.

22. L'Union européenne ayant une politique commerciale commune, elle est considérée comme un seul pays aux fins de cette analyse.

23. Les flux commerciaux nuls ne sont pas inclus pour plusieurs raisons. Premièrement, ils correspondent probablement dans certains cas à des données qui n'ont pas été communiquées. Deuxièmement, la taille de l'ensemble de données passerait à 11 millions de données, ce qui alourdirait beaucoup les travaux. En tout état de cause, Linders et de Groot (2006) indiquent que la prise en compte ou la suppression des courants d'échanges nuls ne modifient pas sensiblement les résultats des régressions.

où  $EXPORTS_{ijkt}$  représente la valeur des exportations bilatérales du produit agricole  $k$  entre le pays  $i$  et le pays  $j$  pendant l'année  $t$  ( $t=1981-2006$  en fonction des données disponibles). Les variables indicatrices  $MERCOSUR_{iExpIn}$ ,  $COMESA_{iExpIn}$ ,  $AFTAPartial_{iExpIn}$  et  $AFTAFull_{iExpIn}$  prennent la valeur 1 si, pendant l'année  $t$ , les deux pays  $i$  et  $j$  participent, respectivement, au MERCOSUR, au COMESA ou à l'AFTA au stade de sa mise en œuvre partielle ou totale. Ces variables permettent de saisir l'effet de l'accord commercial régional sur les échanges entre les pays membres – c'est-à-dire la création d'échanges. Les variables indicatrices  $MERCOSUR_{iExpIn}$ ,  $COMESA_{iExpIn}$ ,  $AFTAPartial_{iExpIn}$  et  $AFTAFull_{iExpIn}$  prennent la valeur 1 si, pendant l'année  $t$ , le pays  $i$  (le pays exportateur) est le seul à participer, respectivement, au MERCOSUR, au COMESA ou à l'AFTA au stade de sa mise en œuvre partielle ou totale. De même, les variables indicatrices  $MERCOSUR_{iExpOut}$ ,  $COMESA_{iExpOut}$ ,  $AFTAPartial_{iExpOut}$ , et  $AFTAFull_{iExpOut}$  prennent la valeur 1 si, pendant l'année  $t$ , le pays  $i$  (le pays exportateur) n'est pas membre, respectivement, du MERCOSUR, du COMESA ou de l'AFTA au stade de sa mise en œuvre partielle ou totale mais le pays  $j$  (le pays importateur) est membre de l'un ou de l'autre. Ces variables permettent de saisir l'effet d'un accord commercial régional sur les échanges entre les pays membres et non membres – c'est-à-dire la possibilité d'un détournement d'échanges.

On a introduit des variables indicatrices pour tenir compte des effets possibles des accords commerciaux régionaux sur les pays du groupe témoin d'exportateurs agricoles. Les effets de création et de détournement d'échanges de l'ALENA et de l'ANZCER, notamment, ont été vérifiés et mesurés de la même façon que ceux de l'AFTA, du COMESA et du MERCOSUR<sup>24</sup>. Toutefois, le présent document ne s'intéressant pas aux effets de l'ALENA et de l'ANZCER, les résultats les concernant n'y sont pas indiqués.

Dans le modèle présenté plus haut,  $X_{ijt}$  représente une matrice de variables explicatives, correspondant principalement aux caractéristiques des pays, qui tentent d'expliquer les échanges bilatéraux entre les pays  $i$  et  $j$ . Les variables explicatives incluses dans la matrice  $X$  sont définies dans le tableau A4.2. Les variables indicatrices des années,  $\alpha_t$ , sont incluses pour tenir compte de l'hétérogénéité non observée au fil des années. Les effets fixes par pays exportateur et pays importateur sont représentés par  $\mu_i$  et  $\mu_j$ . Les effets fixes liés aux produits sont représentés par  $\gamma_k$ . Le rôle des variables indicatrices des pays et des produits est de tenir compte de l'hétérogénéité non observée mais invariante dans le temps, des pays et des produits. Ils corrigeront (peu précisément cependant) les facteurs qui influent sur les courants d'échanges, comme les coûts commerciaux, les différences de structure de la demande, les droits de douane ou les obstacles non tarifaires exceptionnellement élevés sur certains produits. On a aussi testé un deuxième modèle utilisant les effets fixes par paire de pays plutôt que pour chaque pays séparément, pour mieux tenir compte des éventuelles caractéristiques communes (ou distinctes) susceptibles d'influer sur les courants d'échanges entre les deux pays.

Les résultats des estimations sont donnés au tableau A4.1. Le PIB est positif et significatif partout, comme on pouvait s'y attendre. De la même manière, la distance et l'effet de l'enclavement éventuel de l'un ou l'autre pays sont négatifs et significatifs partout. Les variables explicatives du modèle gravitationnel traditionnel telles que l'existence d'une langue et d'une histoire coloniale communes, sont explicitement exprimées dans le premier et le troisième modèles ; ils sont significatifs dans les deux cas et ont l'effet attendu sur les courants d'échanges. Le signe et le caractère significatif des coefficients indicatifs de l'ACR restent sensiblement les mêmes quelle que soit la spécification du modèle, sauf pour ce qui concerne les échanges du COMESA et du MERCOSUR avec le reste du monde. Pour faciliter la comparaison de nos résultats avec ceux qui existent déjà dans les études publiées, nous utilisons les résultats des MCO log-linéaires pour l'analyse qui figure dans le corps du texte. Le tableau A4.2 fournit une description des variables explicatives et le tableau A4.3 des informations sur la multicollinéarité.

24. Nous n'avons pas essayé de prendre en compte tous les ACR possibles dans la série de données. En plus de l'AFTA, du COMESA et du MERCOSUR, nous tenons compte de l'ALENA et de l'ANZCER car nous estimons qu'il s'agit des ACR les plus développés et les plus importants qui font intervenir des pays de notre ensemble de données. De la même façon, nous ne tenons pas compte des ACR qui se chevauchent. Notons que, du fait de la popularité grandissante des ACR, de nombreux pays sont maintenant membres de plusieurs ACR en même temps.

Tableau A4.1 : Résultats des estimations

	Spécification 1	Spécification 2	Spécification 3
	MCO <sup>1</sup>	MCO <sup>1</sup>	Poisson
MERCOSUR <sub>i</sub> ExpIn	-.087 (.022)	-.125 (.022)	.170 (.046)
MERCOSUR <sub>i</sub> ExpOut	.343 (.039)	.257 (.044)	-.421 (.074)
MERCOSUR <sub>ij</sub>	.594 (.050)	.727 (.071)	1.117 (.088)
AFTAPartial <sub>i</sub> ExpIn	-.175 (.019)	-.230 (.020)	-.049 (.048)
AFTAPartial <sub>i</sub> ExpOut	.336 (.027)	.291 (.029)	.313 (.045)
AFTAPartial <sub>ij</sub>	.220 (.034)	.246 (.380)	.091 (.064)
AFTAFull <sub>i</sub> ExpIn	-.300 (.021)	-.382 (.023)	-.122 (.057)
AFTAFull <sub>i</sub> ExpOut	.370 (.036)	.333 (.380)	.295 (.059)
AFTAFull <sub>ij</sub>	.464 (.044)	.429 (.045)	.084 (.073)
COMESA <sub>i</sub> ExpIn	.094 (.026)	.001 (.026)	-.186 (.067)
COMESA <sub>i</sub> ExpOut	-.105 (.036)	-.225 (.037)	-.263 (.098)
COMESA <sub>ij</sub>	.266 (.060)	.463 (.067)	-.162 (.136)
Ln(GDP <sub>i</sub> *GDP <sub>j</sub> )	.376 (0.19)		.328 (.052)
Ln(DISTANCE <sub>ij</sub> )	-.537 (.006)		-.321 (.014)
PAYS ENCLAVÉ	-.551 (.047)		-1.52 (.132)
FRONTIÈRE	.460 (.017)		.601 (.034)
LANGUE COMMUNE	.085 (.010)		.097 (.026)
COLONIE	.459 (.021)		.309 (.037)
COLONIE COMMUNE	.238 (.016)		.514 (.044)
PIB pays examiné		.438 (.029)	
PIB pays partenaire		.495 (.024)	
Constante		-19.00	-7.33
Effets fixes par période	Oui	Oui	Oui
Effets fixes par pays	Oui	Non	Oui
Effets fixes par couple de pays	Non	Oui	Non
Effets fixes par produit	Oui	Oui	Oui
R <sup>2</sup>	0.25	0.30	(pseudo) .52

1. Corrigé pour tenir compte de l'hétéroscédasticité (en fonction des erreurs types)

Note : Les erreurs types figurent entre parenthèses. \*\* et \* indiquent que le résultat est significatif aux seuils de 1 et 5 %, respectivement. Le tableau A4.2 fournit une description des variables.

**Tableau A4.2 : Description des variables**

Variable	Description
$Ln(GDP_i * GDP_j)$	Logarithme naturel du produit des PIB en prix constants des paires de pays.
$Ln(DISTANCE_{ij})$	Logarithme naturel de la distance en km entre les capitales des pays $i$ et $j$ .
$LANDLOCKED_{ij}$	=1 si le pays $i$ ou le pays $j$ est enclavé ou s'ils le sont tous les deux ; 0 autrement.
$BORDER_{ij}$	=1 si les pays $i$ et $j$ ont une frontière commune ; 0 autrement.
$COMMON\ LANGUAGE_{ij}$	=1 si les pays $i$ et $j$ partagent la même langue ; 0 autrement.
$COLONY_{ij}$	=1 si le pays $i$ ou le pays $j$ a été à un moment ou à un autre une colonie de l'autre ; 0 autrement.
$COMMON\ COLONY_{ij}$	=1 si les pays $i$ et $j$ ont été des colonies du même pays $c$ ; 0 autrement.

Tableau A4.3: Matrice de corrélation

	log_gdps	log_dist	landlocked	contig	comlang_off	colony	comcol	mercosurij	mercosurEx~n	mercosurEx~t	naftaij	naftai	anzcerij	anzceri
log_gdps	1.000													
log_dist	0.304	1.000												
landlocked	-0.245	-0.158	1.000											
contig	-0.101	-0.559	0.191	1.000										
comlang_off	-0.199	-0.221	0.017	0.112	1.000									
colony	0.067	-0.020	0.021	0.048	0.175	1.000								
comcol	-0.303	-0.251	0.045	0.117	0.189	-0.062	1.000							
mercosurij	-0.013	-0.171	0.077	0.264	0.029	-0.018	-0.025	1.000						
mercosurEx~n	0.036	0.048	0.027	0.071	-0.054	-0.028	-0.083	0.302	1.000					
mercosurEx~t	0.041	-0.071	0.046	0.153	-0.002	-0.029	-0.042	0.600	0.159	1.000				
naftaij	0.127	-0.100	-0.025	0.179	0.017	-0.015	-0.021	-0.006	-0.019	-0.010	1.000			
naftai	0.341	0.123	-0.054	-0.112	0.061	0.004	-0.127	-0.036	-0.070	0.032	-0.030	1.000		
anzcerij	0.006	-0.055	-0.018	-0.014	0.079	-0.010	-0.015	-0.004	-0.014	-0.007	-0.003	-0.021	1.000	
anzceri	-0.040	0.205	-0.082	-0.098	0.098	-0.008	-0.101	-0.029	-0.078	-0.022	-0.024	-0.088	-0.017	1.000
asean_fullij	0.004	-0.104	-0.029	0.065	0.010	0.000	0.023	-0.007	-0.012	-0.012	-0.006	-0.016	-0.004	-0.010
asean_full~n	-0.043	0.046	-0.019	-0.053	-0.090	-0.032	0.045	-0.019	-0.062	-0.005	-0.016	-0.070	-0.011	-0.050
asean_full~t	0.035	0.020	-0.029	-0.028	-0.011	-0.021	0.009	-0.008	0.014	-0.014	-0.007	0.017	-0.005	0.032
asean_partij	-0.058	-0.220	-0.026	0.120	-0.025	-0.025	0.057	-0.010	-0.033	-0.017	-0.008	-0.051	-0.006	-0.041
asean_part~n	-0.075	0.075	-0.033	-0.073	-0.114	-0.036	0.068	-0.025	-0.082	-0.003	-0.021	-0.084	-0.015	-0.058
asean_part~t	0.033	0.041	-0.035	-0.015	-0.009	-0.014	-0.005	-0.013	0.005	-0.022	-0.011	0.046	-0.008	0.077
comesaij	-0.101	-0.102	0.070	0.060	0.056	0.013	0.098	-0.005	-0.015	-0.008	-0.004	-0.024	-0.003	-0.019
comesaExpIn	-0.111	-0.091	0.080	0.010	0.045	0.007	0.045	-0.013	-0.042	-0.011	-0.011	-0.047	-0.007	-0.042
comesaExpOut	-0.055	0.003	0.041	0.001	0.008	-0.021	0.059	-0.009	0.008	-0.014	-0.007	-0.001	-0.005	-0.004

	asean_fullij	asean_full~n	asean_full~t	asean_partij	asean_part~n	asean_pa	comesaij	comesaExpln	comesaExpOut
log_gdps									
log_dist									
landlocked									
contig									
comlang_off									
colony									
comcol									
mercosurij									
mercosurEx~n									
mercosurEx~t									
naftaij									
naftai									
anzcerij									
anzceri									
asean_fullij	1.000								
asean_full~n	-0.019	1.000							
asean_full~t	-0.008	0.017	1.000						
asean_partij	-0.010	-0.027	-0.012	1.000					
asean_part~n	-0.025	-0.067	-0.030	-0.036	1.000				
asean_part~t	-0.013	-0.035	-0.016	-0.019	-0.021	1.000			
comesaij	-0.005	-0.012	-0.006	-0.007	-0.016	-0.009	1.000		
comesaExpln	-0.008	-0.034	0.029	-0.018	-0.045	-0.013	-0.008	1.000	
comesaExpOut	-0.008	0.080	-0.010	-0.012	-0.008	-0.016	-0.006	0.003	1.000

## Appendice 5.

### Analyse bibliographique : Tableau comparatif des estimations des effets de l'AFTA, du COMESA et du MERCOSUR sur les échanges

Document	Effets du MERCOSUR (coefficients)	Commentaires
Carrère (2003)	MERCOSUR <sub>ij</sub> : 1.42*** MERCOSUR <sub>i</sub> , importateur: -1.91*** MERCOSUR <sub>i</sub> , exportateur: 0.89***  (NB: l'indice importateur implique que seul l'importateur est partie à l'accord commercial régional. L'indice exportateur implique que seul l'exportateur est partie à l'accord commercial régional).	Le modèle a été élaboré pour mesurer les différences entre les accords d'accès préférentiel aux marchés et l'union monétaire. Il est expressément tenu compte des frais de transport. Les données concernent les années 1962 à 1996.
Carrère (2004)	MERCOSUR <sub>ij</sub> : -0.9 MERCOSUR <sub>i</sub> , importateur: -1.09*** MERCOSUR <sub>i</sub> , exportateur: -0.18  (NB: l'indice importateur implique que seul l'importateur est partie à l'accord commercial régional. L'indice exportateur implique que seul l'exportateur est partie à l'accord commercial régional.)	Considère séparément les effets de détournement d'échanges selon que le pays importateur ou le pays exportateur est partie à l'accord commercial régional. Le MERCOSUR provoque un détournement d'échanges : le coefficient est négatif lorsque seul l'importateur est partie à l'accord.
Cernat (2001)	MERCOSUR <sub>ij</sub> : 0.84*** MERCOSUR <sub>i</sub> , importateur: -0.36***	
Gaulier, Jean et Ünal-Kesenci (2004)	MERCOSUR <sub>ij</sub> : 0.89**  (MERCOSUR <sub>i</sub> n'est pas testé dans ce modèle).	Tous les pays du monde sont modélisés de 1967 à 2001. Il est tenu compte des effets fixes liés aux paires de pays.
Ghosh et Yamarik (2004)	MERCOSUR <sub>ij</sub> : 0.1193 to 4.1574 MERCOSUR <sub>i</sub> : -0.0916 to 1.3351	Utilisation de l'analyse des limites extrêmes. Celle-ci donne à penser que le MERCOSUR a un effet de création d'échanges mais pas nécessairement de détournement d'échanges.
Ghosh et Yamarik (2005)	MERCOSUR <sub>ij</sub> : 1.3947 à 2.7841 MERCOSUR <sub>i</sub> : 0.1999 à 0.8846	Comme précédemment.
Gilbert, Scollay et Bora (2001)	MERCOSUR <sub>ij</sub> : 0.42 (marchandises); 0.41 (produits manufacturés); 1.25*** (produits agricoles); -2.5*** (services). MERCOSUR <sub>i</sub> : -0.16*** (marchandises); -0.28 (produits manufacturés); 0.90*** (produits agricoles); -1.12*** (services).	1984-1998
Lee et Park (2005)	MERCOSUR <sub>ij</sub> : 1.059*** MERCOSUR <sub>i</sub> : 0.316***	1948-1997



(suite)

Document	Effets du MERCOSUR (coefficients)	Commentaires
Mayer et Zignago (2005)	MERCOSUR <sub>ij</sub> : 1.06***	Un modèle a été élaboré pour évaluer l'effet de l'accès aux marchés du nord sur les courants d'échanges du sud. Les effets d'un accord commercial régional sur les échanges dans la zone couverte sont également simulés. Le fort effet de création d'échanges du MERCOSUR est imputé à la réduction de la fragmentation des marchés au sein de la zone. Les données ne concernent que les produits manufacturés.
Rojid (2007)	MERCOSUR <sub>ij</sub> : 1.38*** MERCOSUR <sub>i</sub> , importateur: -0.18*** MERCOSUR <sub>i</sub> , exportateur: -0.61***	Étudie les exportations de 147 pays pendant 21 ans (1980-2001), en ne tenant compte que des exportations totales (pas de désagrégation au niveau des produits). Les droits de douane sont explicitement pris en compte. Estimation effectuée à partir d'un modèle Tobit.
Soloaga et Winters (2000)	MERCOSUR <sub>ij</sub> : 2.28*** (1980-82) ; 2.49*** (1986-88) ; 2.15*** (1995-96). Effet du MERCOSUR sur les importations globales du bloc : -1.06*** (1980-82) ; -1.32*** (1986-88); -0.71*** (1995-96). Effet du MERCOSUR sur les exportations globales du bloc: 0.27* (1980-82); -0.03 (1986-88); -0.06 (1995-96).	

\*\*\* Indiquent une signification statistique aux seuils de 10 %, 5 % et 1 %, respectivement.

Document	Effet de l'AFTA (coefficients)	Commentaires
Carrère (2003)	<p>AFTA<sub>ij</sub>: 1.44***  AFTA<sub>i</sub>, importateur: 1.27***  AFTA<sub>i</sub>, exportateur: 2.56***</p> <p>(NB: l'indice importateur implique que seul l'importateur est partie à l'accord commercial régional. L'indice exportateur implique que seul l'exportateur est partie à l'accord commercial régional.)</p>	<p>Le modèle a été élaboré pour mesurer les différences entre les accords d'accès préférentiel aux marchés et l'union monétaire. Il est expressément tenu compte des frais de transport.</p> <p>Les données concernent les années 1962 à 1996.</p>
Carrère (2004)	<p>AFTA<sub>ij</sub>: 0.88***  AFTA<sub>i</sub>, importateur: -0.48***  AFTA<sub>i</sub>, exportateur: 0.76***</p> <p>(NB : l'indice importateur implique que seul l'importateur est partie à l'accord commercial régional. L'indice exportateur implique que seul l'exportateur est partie à l'accord commercial régional.)</p>	<p>Considère séparément les effets de détournement d'échanges selon que le pays importateur ou le pays exportateur est partie à l'accord commercial régional. Modèle gravitationnel estimé à l'aide de la technique des variables instrumentales. Résultat: création d'échanges; détournement d'échanges (coefficient négatif pour la variable indicatrice de l'importateur). L'exportateur qui est membre de l'AFTA exporte également davantage aux non-membres.</p>
Cernat (2001)	<p>AFTA<sub>ij</sub>: 1.79***  AFTA<sub>i</sub>, importateur: 1.34***</p>	
Elliot et Ikemoto (2004)	<p>AFTA<sub>ij</sub>: 2.03***  AFTA<sub>i</sub>, importateur: 0.83***  AFTA<sub>i</sub>, exportateur: 0.82***</p>	<p>Considère séparément les effets de détournement d'échanges selon que le pays importateur ou le pays exportateur est partie à l'accord commercial régional.</p>
Gaulier, Jean et Ünal-Kesenci (2004)	<p>AFTA<sub>ij</sub>: 0.84***  AFTA<sub>i</sub>: 0.42***</p>	<p>Tous les pays du monde sont modélisés de 1967 à 2001. Il est tenu compte des effets fixes liés aux paires de pays.</p>
Ghosh et Yamarik (2004)	<p>AFTA<sub>ij</sub>: -0.4193 à 2.2501  AFTA<sub>i</sub>: -0.3524 à 0.7738</p>	<p>Utilisation de l'analyse des limites extrêmes. Celle-ci suggère que l'AFTA n'a peut-être pas d'effet de création ni de détournement des échanges.</p>
Ghosh et Yamarik (2005)	<p>AFTA<sub>ij</sub>: -0.5042 to 1.2762  AFTA<sub>i</sub>: -0.6421 to 0.3523</p>	<p>Utilisation de l'analyse des limites extrêmes. Celle-ci suggère que l'AFTA n'a peut-être pas d'effet de création ni de détournement des échanges.</p>
Gilbert, Scollay et Bora (2001)	<p>AFTA<sub>ij</sub>: 0.65*** (marchandises);  0.63*** (produits manufacturés);  0.32*** (produits agricoles); 1.08***  (services).  AFTA<sub>i</sub>: 0.54*** (marchandises);  0.54*** (produits manufacturés);  0.45*** (produits agricoles); 1.01***  (services).</p>	<p>1984-1998</p>

(suite)

Hufbauer et Schott (2007)	AFTA <sub>ij</sub> : 0.82*** AFTA <sub>i</sub> importateur 0.23*** AFTA <sub>i</sub> exportateur : 0.18***	Ces estimations ne concernent que les produits agricoles et s'appuient sur une procédure MCO en trois étapes représentant les effets fixes. Les données portent sur la période 1976-2005
Koo, Kennedy et Skripnitchenko (2006)	AFTA <sub>ij</sub> : 2.369*** AFTA <sub>i</sub> : 0.817***	Ne couvre que les échanges de produits agricoles.
Lee et Park (2005)	AFTA <sub>ij</sub> : 0.237 AFTA <sub>i</sub> : 0.437***	1948-1997
Mayer et Zignago (2005)	AFTA <sub>ij</sub> : 1.59***	Un modèle a été élaboré pour évaluer l'effet de l'accès aux marchés du nord sur les courants d'échanges du sud. Les effets d'un accord commercial régional sur les échanges au sein de la zone couverte sont également simulés. Le fort effet de création d'échanges de l'AFTA est imputé à la réduction de la fragmentation des marchés dans la zone. Les données ne concernent que les produits manufacturés.
Soloaga et Winters (2000)	AFTA <sub>ij</sub> : 0.18 (1980-82); 0.09 (1986-88); -1.06*** (1995-96). Effet de l'AFTA sur les importations de l'ensemble du bloc: 0.15 (1980-82); 0.3** (1986-88); 0.82*** (1995-96). Effet de l'AFTA sur les exportations de l'ensemble du bloc: 0.7*** (1980-82); 0.67*** (1986-88); 0.99*** (1995-96).	
Tang (2005)	AFTA <sub>ij</sub> : 1.548*** AFTA <sub>i</sub> : 0.709***	1989-2000

NB: \*, \*\*, \*\*\* indiquent une signification statistique aux seuils de 10 %, 5 % et 1 %, respectivement.

Document	Effets du COMESA (coefficients)	Commentaires
Carrère (2003)	<p>COMESA<sub>ij</sub> : 0.47  COMESA<sub>i</sub>, importateur : 0.07  COMESA<sub>i</sub>, exportateur : -1.45***</p> <p>(NB : l'indice importateur implique que seul l'importateur est partie à l'accord commercial régional. L'indice exportateur implique que seul l'exportateur est partie à l'accord commercial régional.)</p>	<p>Le modèle vise à mesurer les différences entre les accords d'accès préférentiel aux marchés et l'union monétaire. Les données sont détaillées au niveau des produits. Il est expressément tenu compte des frais de transport.</p> <p>Les données concernent les années 1962 à 1996.</p>
Gbetnkom (2006)	<p>COMESA<sub>ij</sub> : 3.36***  COMESA<sub>i</sub>, : -0.60***</p>	<p>Les résultats fournis concernent le modèle utilisant des données de 1998 à 2002. Les données d'échanges portent sur les exportations totales agrégées.</p>
Musila (2005)	<p>COMESA<sub>ij</sub> : entre .461** et .748**  COMESA<sub>i</sub>, importateur : non significatif jusqu'à .125***  COMESA<sub>i</sub>, exportateur : non significatif jusqu'à .555*</p> <p>(NB : l'indice importateur implique que seul l'importateur est partie à l'ACR. L'indice exportateur implique que seul l'exportateur est partie à l'ACR.)</p>	<p>Applique la méthode des moindres carrés pondérés à des données de 1991 à 1998, en comparant les coefficients annuels pendant toute la période. Compare la création et le détournement d'échanges dans le cadre du COMESA avec ce qui se produit dans le cadre de la CEEAC et de la CEDEAO.</p>
Rojid (2007)	<p>COMESA<sub>ij</sub> : 1.19***  COMESA<sub>i</sub>, importateur : -0.36***  COMESA<sub>i</sub>, exportateur : -0.46***</p> <p>(NB : l'indice importateur implique que seul l'importateur est partie à l'ACR. L'indice exportateur implique que seul l'exportateur est partie à l'ACR.)</p>	<p>Étudie les exportations de 147 pays pendant 21 ans (1980-2001), en ne tenant compte que des exportations totales (pas de désagrégation au niveau des produits). Les droits de douane sont explicitement pris en compte. Estimation effectuée à partir d'un modèle Tobit.</p>

NB: \*, \*\*, \*\*\* indiquent une signification statistique aux seuils de 10 %, 5 % et 1 %, respectivement.